SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

DOSSIERS

SOCIOLOGIE DE LA PROTESTATION

Les formes de l'action collective dans la France contemporaine

Sous la direction de
Olivier FILLEULE

Préface de Pierre FAVRE

L'Harmattan

SOCIOLOGIE DE LA PROTESTATION

Les formes de l'action collective dans la France contemporaine

COLLECTION DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

La collection DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES est créée pour donner la parole aux étudiants, qui ont en général peu l'occasion de publier. Son ambition est de fournir un panorama de la recherche en Sciences Humaines et Sociales aujourd'hui, et l'idée de ce qu'elle sera demain. Les travaux publiés à partir d'enquêtes et de recherches de terrain sont l'expression de ce qui est en train d'émerger, en France et à l'étranger. Les éventuelles limites théoriques et descriptives des travaux d'étudiants ne signifient pas absence de qualité et d'originalité.

DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES a pour but de combler l'isolement des étudiants pour favoriser une dynamique et un échange entre les recherches en cours.

Les publications, réductions de maîtrise, DEA ou travaux intermédiaires de thèse, sont réunies autour d'un thème, soit par un enseignant qui anime le Dossier, soit à l'initiative d'un étudiant qui appelle à communication. Chaque fascicule thématique regroupe en 180 pages de deux à dix communications, présentées par l'animateur du Dossier dans une introduction de synthèse.

Collection DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
animée par :
Sophie TAPONIER, Responsable de la collection
Dominique DESJEUX, Professeur à Paris V Sorbonne
Smaïn LAACHER, Directeur littéraire

Conseil éditorial : Pierre-Yves GAUDARD (étudiant, Paris V) – Éric MARCHANDET (étudiant, Paris V) – Richard DELRIEUX (étudiant, Nice) – Maurice BLANC (maître de conférence, Nancy) – Françoise BOURDARIA (maître de conférence, Tours) – Alain BOURDIN (professeur, Toulouse) – François DUBET (professeur, Bordeaux) – Anne GUILLOU (maître de conférence, Brest) – Guy MINGUET (sociologue, Angers) – C. de MONTLIBERT (professeur, Strasbourg) – A. PIETTE (maître de conférence, Montpellier) – Jean PAVAGEAU (maître de conférence, Perpignan) – Richard POTTIEZ (professeur, Nice).

Sous la direction de Olivier Fillieule

SOCIOLOGIE DE LA PROTESTATION

Les formes de l'action collective dans la France contemporaine

Préface de Pierre Favre

avec la collaboration de

François Bourneau, Jean-Marie Durand, Patrick Hassenteufel, Virginie Martin, Arnaud Mercier, Catherine Polac, Johanna Siméant

Editions L'Harmattan
5-7 rue de l'Ecole Polytechnique
75005 Paris

COLLECTION DOSSIERS SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

S. Joubert et E. Marchandet (dir. publ.), *Le social dans tous ses états*, 1990.
D. Cuche (dir. publ.), *Jeunes professions, professions de jeunes ?*, 1991.
D. Desjeux, I. Orhant, S. Taponier, *L'édition en sciences humaines. La mise en scène des sciences de l'Homme et de la Société*, 1991.
A.-M. Green, *Un festival de théâtre et ses compagnies, le off d'Avignon*, 1992.
P. Favre (ed.), *Sida et politique, les premiers affrontements (1981-1987)*, 1992.
W. Ackermann (ed), *Police, justice, prisons ; trois études de cas*, 1993.
M.-P. Bes et J.-L. Leboulch (eds.), *L'information face au changement technique. Une approche multidisciplinaire*, 1993.
F. Delmeulle, S. Dubreil, T. Lefebvre, *Du réel au simulacre. Cinéma, photographie et histoire*, 1993.

© L'Harmattan, 1993
ISBN : 2-7384-2326-4

SOMMAIRE

Préface

De quoi parle la science politique, finalement ?, par Pierre Favre 15

Introduction

L'Analyse des mouvement sociaux. Pour une problématique unifiée, par Olivier Fillieule 29
1) Introduction : compromis théorique ou nouveau paradigme ? 29
2) La construction sociale de la protestation 37
Formation et transformation des identités collectives 39
Mouvements sociaux et communication persuasive 42
3) Contraintes structurelles et opportunités politiques 46
Opérationnalisation du concept de structure des opportunités politiques 48
Les champs multi-organisationnels 60

I. Mobilisations corporatives : stratégies de la grève et construction identitaire

Protestation et crédibilité des agents des Finances : analyse de la grève de mai à novembre 1989, par Catherine Polac. 67

1) Mobilisation et quête de crédibilité 69

2) "Une grève historique dans une administration archaïque" : histoire d'un conflit 70

3) Les stratégies de protestation des agents des Finances 72

4) Une identité toujours renégociée : grève des impôts ou mouvement des Finances ?. 76

5) Des schémas d'interprétation mobilisateurs.....80

6) Jouer avec le crédit d'opinion : les transactions entre journalistes et organisations syndicales pour la définition d'un cadre acceptable 87

7) Conclusion : la deuxième récolte des agents des Finances. 91

Les automnes infirmiers (1988-1992) : dynamiques d'une mobilisation, par Patrick Hassenteufel.....93

1) Le mouvement de 1988 : mobilisation identitaire et répertoire de représentation. 94

Mobilisation et identité infirmière.....94

Mobilisation, expressivité et aspiration identitaire 98

Mode de représentation et construction identitaire. 102

2) Persistance et transformations d'une mobilisation (1989-1992).....107

La routinisation de la mobilisation. 107

Démobilisation relative et transformations du répertoire d'action. 113

Entre institutionnalisation et mobilisation : une représentation problématique 116

Conclusion.....119

II. La mobilisation des groupes à faibles ressources

Conscience politique, persuasion et mobilisation des engagements. L'exemple du syndicat des chômeurs, 1983-1989, par OlivierFillieule......123

1) Les aspects cognitifs de la perte de l'emploi. Un défi à la mobilisation des engagements. 127

Les effets politiques de l'exclusion et de la marginalisation. 127

Diversité des situations de chômage et principe d'identité. 131

2) Idéologie et résonance cognitive : persuader pour mobiliser. 134

Se faire connaître, susciter l'adhésion. 136

Chances de succès et mobilisation pour l'action.. 143

3) Le poids de la structure des opportunités politiques.....146

Les effets politiques de la gestion étatique du chômage 147

Les contraintes liées au secteur de mouvement social.. 150

4) Conclusion 155

Organiser les sans emploi ? L'expérience de l'APEIS dans le Val-de-Marne, par François Bourneau et Virginie Martin. 157
1) Des locaux, des fonds, des compagnons : un éventail diversifié de ressources 158
Six années de lutte.....159
Bienfaiteurs et compagnons de route 160
2) Mobiliser une population en retrait de l'action politique : une stratégie d'incitations sélectives.....164
S'associer "pour ne plus être des sous-hommes".....164
Une palette composite d'incitations matérielles 166
3) Les aspects cognitifs de la mobilisation.....169
La construction d'un cadre d'injustice 169
La diabolisation desASSEDIC. 170
L'angélisation de l'association 172
4) Un répertoire d'actions non conventionnelles. 174
Exprimer la colère. Polariser la violence 175
Les séraphins dans l'arène médiatique 178
5) Conclusion : de la communion à l'agitation ?. 179

Le mouvement des déboutés du droit d'asile, 1990-1992, par Johanna Siméant. 181
1) La mobilisation associative 185
2) Le public des déboutés 190
3) Qui mobilise qui ?. 192
4) Un registre de mobilisation dominant : "l'humanitaire".....198
5) Le règlement de la "crise des déboutés". 200
6) Conclusion. 207

III. Une mobilisation pacifiste : l'opposition à la guerre du Golfe

Sociologie d'une mobilisation. Les "pacifistes" et "anti-guerre" durant la guerre du Golfe, par Jean-Marie. Durand......211
1) La gestion des ressources.....213
L'apport de ressources externes. 213
Les ressources des organisations.....217
Les variations utilitaires de l'action 221
2)La mobilisation d'engagements identitaires 224
Un besoin d'identification.....225
Les ambiguités d'une identité collective.....227
L'hypothèse d'un mouvement multi-identitaire. 229
3) Conclusion.. 232

Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource. L'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française, par Arnaud Mercier.. 233
1) Les médias comme ressource aléatoire.....236
Le schéma général des médias comme adjuvants 236
Un schéma qui dépend surtout des objectifs poursuivis 239
2) Un usage stratégique des médias délicat et contraignant...241
L'accès aux médias est un problème en soi.. 242
Entrer dans le jeu médiatique implique des contraintes. 244
3) Une maîtrise des représentations médiatiques quasi-impossible 249
Une faible maîtrise 249
Le mouvement pacifiste fut ainsi fort mal traité. 251

4) Conclusion 256

Ouvrages et articles cités 261

Index des personnages et organisations citées 285

L'Analyse des mouvement sociaux : pour une problématique unifiée

Introduction : compromis théorique ou nouveau paradigme ?

Dominée par l'école du comportement collectif, la sociologie des mobilisations a connu, depuis le début des années soixante-dix, un véritable changement de paradigme avec, outre-Atlantique, la domination sans partage de la mobilisation des ressources et, en Europe, le développement d'une tradition de recherche autonome, dans le sillage des nouvelles formes de contestation, qu'il est d'usage de regrouper sous l'appèllation de paradigme identitaire ou de théorie des nouveaux mouvements sociaux. Depuis lors, les deux écoles se sont développées de manière autonome, à la fois pour des raisons matérielles (le barrage de la langue dans un sens comme dans l'autre) et au nom d'une différence de nature entre les mouvements contestataires européens et américains.

Dans ce contexte, la France occupe une place à part. En effet, c'est probablement en France, à travers les travaux de Touraine et l'activité de son centre de recherche, que la perspective des nouveaux mouvements sociaux s'est d'abord incarnée. Pourtant, l'influence de cette école au-delà de nos frontières est restée singulièrement limitée, comme l'expliquent Neidhart et Rucht : *"Bien que la réflexion sur les mouvements sociaux en France ait été clairement dominée, sinon monopolisée, par ce groupe, son influence dans les autres pays européens (pour ne rien dire des USA) est restée soit modeste*

(en Italie et en Allemagne), soit complétement marginale (en Autriche, en Suisse, au Danemark, en Suède, aux Pays-Bas). La faible assimilation des travaux de Touraine dans des études trans-nationales est en partie le résultat de la singularité de sa théorie et de sa méthodologie, peu acceptables pour de nombreux chercheurs, à la fois en France et dans d'autres pays" (1991, p 435).

Autre particularité de la recherche française dans ce domaine, sa pauvreté relative par rapport à ses voisins, à la fois en termes d'acquis théoriques et de travaux empiriques[1], ce qui s'explique notamment par la prégnance de la conception pluraliste de la démocratie dans notre pays : fortement marquée par le droit, dont elle est issue, la science politique ne pouvait sans grand mal prendre comme objet d'étude des comportements non explicitement reconnus par la loi, et notamment par la loi fondamentale. De ce point de vue, les choses évoluent lentement. Donnons-en un exemple. Nous avons cherché à mesurer la place accordée à l'analyse des mouvements sociaux et de l'action collective dans les manuels de science politique publiés depuis 1970. Or, il s'avère que sur quinze ouvrages consultés deux seulement font mention de ce pan entier de la sociologie politique : d'une part, le *Traité de science politique* publié en 1985 sous la direction de M. Grawitz et J. Leca, avec la mention du mot mobilisation dans l'index et quelques aperçus dans les chapitres consacrés à la participation politique (D. Memmi) et à l'action de l'Etat (P. Birnbaum). Le manuel de sociologie politique de J. Lagroye, d'autre part, qui le premier présente successivement "les mobilisations", "la participation politique" et "les élections" dans le même chapitre six consacré aux pratiques de participation.

Par ailleurs, les recherches empiriques sont rares, alors même que la France a connu ces deux dernières décennies des mouvements sociaux de première importance. Hormis certaines catégories sociales, comme les agriculteurs, les petits

1 - Dans un livre récent visant à dresser l'état de la recherche sur les mouvements sociaux en Europe et aux USA, le directeur de la publication regrettait d'ailleurs l'absence de contribution sur la France faute d'avoir pu trouver un collaborateur. (Rucht, 1991, p 12). Les contributions portent sur huit pays européens et les USA.

commerçants, etc. on constate que les rares travaux de référence dont on dispose dans ce domaine sont presque toujours étrangers (cf par exemple Cerny, 1982 et Duyvendak, 1992). Le présent ouvrage cherche modestement à combler cette lacune.

Pourtant, depuis quelques années, les publications consacrées aux mobilisations se font plus nombreuses. On mentionnera ici le livre de M. Dobry (1986), les travaux de P. Favre sur la manifestation (1990), l'ouvrage de Ph. Braud sur la violence politique (1993), ces deux dernières publications étant le produit de tables rondes tenues lors des deux derniers congrès de l'*Association française de science politique*. Enfin, le développement de la recherche s'est accompagné d'un effort pour mieux connaître et faire connaître les acquis de la sociologie, tant américaine qu'européenne (Lapeyronnie, 1988 ; Mann, 1991. b ; Mayer & Perrineau, 1992[2] ; Chazel, 1992 ; Fillieule & Péchu, 1993).

Cette tendance à sortir des cloisonnements nationaux s'inscrit dans un phénomène général en sociologie des mobilisations. Depuis la fin des années quatre-vingt, en effet, les échanges se sont multipliés des deux côtés de l'Atlantique, débouchant même parfois sur des publications communes[3]. Il en est résulté plusieurs tentatives d'intégration : les tenants de la mobilisation des ressources discutent de plus en plus les problèmes posés par les travaux européens (Mac Adam & alii, 1988 ; Rochon, 1988 ; Walsh, 1989 ; Gamson, 1992. b, Oberschall, 1993) ; sur le vieux continent, les auteurs intègrent maintenant les apports essentiels de la mobilisation des ressources tout en restant dans le cadre théorique des nouveaux mouvements sociaux (Klandermans & Oegema, 1987 ; Opp, 1986, 1988). Il semblerait donc que l'on s'achemine vers une certaine "réconciliation théorique", l'analyse devant à la fois porter sur les niveaux macro-sociologique et micro-

2 - Cet ouvrage consacré aux comportements politiques ayant pour mérite de traiter, chose rare, à la fois des modes de participation institutionnels et non institutionnels.

3 - Katzenstein & Mueller, 1987 ; Klandermans, Kriesi & Tarrow, 1988 ; Dalton et Kuechler, 1990, Rucht, 1991 ; Morris & Mc Clurg Mueller, 1992.

sociologique[4], sur l'émergence des mouvements sociaux et sur les conditions de leur développement, comme le suggéraient Mac Adam et ses collègues en 1988, dans le traité de sociologie de Smelser : *"ce n'est qu'en combinant les préoccupations conceptuelles des anciennes et des nouvelles approches que l'on peut espérer atteindre une compréhension complète de la dynamique des mouvements (...). Selon nous, un travail complet sur les mouvements sociaux implique deux choses : d'abord il faut prendre en compte les processus et les variables opérant au niveau macro et micro. Secondo, on doit éclairer les dynamiques expliquant la stabilité et le changement dans les mouvements déjà existants en même temps que les processus qui , initialement, donnent naissance à ces mouvements"* (chapitre sur les mouvements sociaux, pp 697-698).

Dans la littérature récente, l'établissement de liens conceptuels entre niveaux micro-sociologique et macro-sociologique passe par la prise en compte des identités collectives et par l'apport des perspectives de l'interactionisme symbolique, qui se focalisent sur la construction des significations subjectives et sur les processus par lesquels les buts d'un mouvement sont constamment négociés. Aussi, comme le suggère Klandermans (1991), deux principes se trouvent-ils maintenant au centre des préoccupations de la sociologie des mobilisations : d'abord, au-delà de la réalité pour soi, les comportements individuels sont orientés en fonction de la manière dont les individus percoivent et interprètent cette réalité, en fonction de leurs positions structurelles ; ensuite, les organisations impliquées dans les mouvements sociaux jouent un rôle fondamental dans la génération et la diffusion des significations. L'étude doit alors porter sur la rhétorique mise en oeuvre par les mouvements afin de faire prévaloir leur propre définition des problèmes et des solutions à y apporter.

Un autre lien conceptuel entre analyse micro-sociologique et macro-sociologique s'établit grâce à une réinterprétation dynamique des facteurs structurels déterminant la naissance et le succès des mouvements sociaux. En effet, les

4 - On entend par macro-sociologique et micro-sociologique deux niveaux d'analyse sociologique des relations sociales, et non d'un côté le monde des individus et, de l'autre, celui des organisations, des "structures".

nouveaux mouvements sociaux s'en tiennent à mettre l'accent sur les facteurs générateurs de frustrations et la mobilisation des ressources sur ceux qui procurent les ressources. Mais, comme le souligne encore Klandermans (1991), les deux approches négligent *"les processus et les mécanismes qui transforment ces facteurs structurels en action collective. Ces processus, conçus comme la construction sociale de la protestation, ne procèdent pas dans un vacuum social mais sont en interaction constante entre les différents acteurs sociaux, entre les acteurs sociaux et les individus et entre individus"*. La prise en compte de cette dimension débouche sur un modèle dynamique dans lequel les mouvements sociaux sont analysés comme des éléments en compétition pris dans des configurations changeantes.

En se référant à ces deux nouvelles orientations théoriques, les travaux actuels posent cependant deux questions cruciales qu'il faut résoudre avant d'aller plus avant : celle de la rationalité de l'acteur et celle, plus complexe, des fondements micro-sociologiques de la sociologie des mobilisations.

La mobilisation des ressources s'est constituée dans les années soixante-dix, en opposition aux théories du comportement collectif, autour d'un violent débat sur la question de la rationalité ou de l'irrationalité de l'acteur protestataire. Sans entrer dans le détail de cette querelle dont nous avons déjà fait état ailleurs (Fillieule & Péchu, 1993), on dira que la mobilisation des ressources, pour des raisons propres à cette lutte pour la domination du champ scientifique, s'est enfermée dans le rejet complet de toute psychologie sociale[5]. C'est pourquoi, en 1973, Mac Carthy et Zald écrivent *"qu'il y a toujours assez de mécontentement dans une société pour fournir les bases d'un mouvement, à la condition que ce mouvement soit effectivement organisé. (...) Allons même plus loin : les mécontentements peuvent être définis, créés et manipulés par les dirigeants et les organisations"* (p 251). Aussi les orientations récentes constituent-elles une véritable rupture dont il faut mesurer les effets.

Comme le souligne Kitschelt (1991), l'hypothèse centrale de la rationalité est actuellement rognée par les deux bouts :

5 - Cf. à ce propos les critiques de Zurcher & Snow, 1981 ; Fireman & Gamson, 1979 ; Jenkins, 1983 ; Klandermans, 1984.

d'abord, en se plaçant au niveau micro de l'action rationnelle, la perception individuelle de la réalité sociale, l'expérience de la privation, sont censées expliquer la propension des individus à s'engager dans l'action collective. Ensuite, en se plaçant au niveau macro, les contraintes structurelles de l'action, la position de chacun dans la structure sociale et les représentations du monde véhiculées par la société influent sur la nature et la direction de la mobilisation. Dès lors, *"l'acteur rationnel individuel ne peut plus être le point de départ d'une théorie sociale. Il est lui-même le produit et un élément de nombreux processus micro et macro"* (p 333). Il est dès lors nécessaire de reconstruire le comportement des individus autour d'un nouveau cadre théorique. Dans cette perspective, Kitschelt propose une théorie évolutive de l'action : *"dans un processus expérimental de jugements et d'erreurs, l'acteur social "trouve" des stratégies collectives viables. Les contraintes institutionnelles et les interprétations cognitives et normatives des situations par l'acteur sont les conditions qui limitent le répertoire de l'action protestatrice. C'est ex post que l'on attribue de la rationalité au processus évolutif de sélection des stratégies d'action. (...) Dans cette perspective, l'idée de la mobilisation des ressources selon laquelle la structure des opportunités contraint le comportement des mouvements sociaux est plus riche que la théorie de la rationalité qui, bien souvent, est à son principe"* (1991, p 334).

Cette réappréciation de la place de la rationalité dans le comportement de l'acteur permet, nous semble-il, de dépasser le vieil antagonisme stérile entre rationalité et irrationalité. Dépassement auquel le concept de répertoire d'action (Tilly, 1986) nous invitait déjà. Celui-ci rend bien compte en effet de ce que les stratégies d'action choisies à la fois par les individus et les organisations s'inscrivent dans un processus diachronique d'adaptation et de tâtonnement qui a au fond fort peu à voir avec le paradigme rationaliste, ou économiste, lequel confine au réductionisme micro-sociologique[6].

6 - Si l'on songe par exemple aux mouvements sociaux récents qui ont accompagné la transition démocratique à l'Est, on voit bien comment au sein de chaque Etat et d'Etat à Etat, les stratégies mises en oeuvre s'expliquent plus facilement en termes d'adaptation tactique, à travers des processus d'apprentissage plus ou moins heureux, qu'en termes de calcul coût-avantage.

La seconde question fondamentale à laquelle s'attache la réorientation théorique en cours est celle des fondements micro-sociologiques de la sociologie de la mobilisation. Plusieurs stratégies sont possibles pour réduire les phénomènes macro-sociologiques à des relations micro-sociologiques. Les plus anciennes sont strictement individualistes et expliquent les phénomènes sociaux en termes de comportement individuel. Plus récemment, des formes plus sophistiquées d'approche micro-sociologique sont apparues, en dehors de la tradition individualiste. Ces nouvelles approches se centrent tout particulièrement sur les systèmes d'interaction pour expliquer la structure macro-sociale[7]. Or, c'est justement de cette tradition que se réclament nombre de travaux récents en sociologie des mobilisations. Aussi est-il nécessaire de préciser notre position sur un éventuel réductionisme micro sociologique.

Pour peu que l'on s'arme de patience, il est toujours possible de montrer que les phénomènes sociaux se composent empiriquement de rencontres entre individus dans le temps et dans l'espace. Mais concrètement cela ne mènerait nulle part. Un tel réductionisme n'est pas plus approprié que de dire que, puisque l'individu se compose de cellules, on peut réduire l'individualité à une association de cellules. Méthodologiquement, "être composé de" ne signifie pas "se réduire à". Par ailleurs, les macro structures sont rarement réductibles à des micro processus, car il existe au moins une variable macro irréductible, à savoir la distribution numérique des rencontres entre personnes, à la fois dans le temps et dans l'espace[8]. Si l'analyse des relations inter-personnelles permet de comprendre la logique des déterminations individuelles de l'engagement et de la participation, c'est d'abord en fonction des affiliations préexistantes et donc de la somme des interactions

7 - Par exemple la sociologie cognitive, la socio-linguistique, l'interactionisme symbolique et l'ethno-méthodologie.

8 - Pour une analyse de la relation sociale, cf. P. Favre (1982) qui distingue trois ordres de relations possibles : les relations inter-personnelles où deux ou plusieurs personnes sont dans un rapport d'interaction directe ; la relation au sein d'un champ où des classes d'agents entretiennent des rapports indirects sous la forme d'échange de biens matériels et/ou symboliques ; les relations médiates par lesquelles un individu entre en contact avec ses concitoyens en tant qu'ils sont "les supports de caractéristiques morphologiques" (p 123).

présentes et passées dans lesquelles l'individu a été partie[9]. Mais l'on doit garder à l'esprit que la probabilité que telles ou telles personnes se rencontrent dépend de facteurs macro-structuraux comme l'appartenance à une classe, à un sexe, à une organisation, etc. Les regroupements humai.ns se font en fonction de proximités croisées, lesquelles dépendent largement d'une situation donnée de l'individu dans la structure sociale.

L'analyse des interactions en sociologie de la mobilisation a sans doute marqué un progrès par rapport aux approches atomistes et individualistes, en montrant que les systèmes personnels sont pris dans des environnements, c'est-à-dire que l'interaction et non pas l'individu est la bonne unité d'analyse. Mais il faut enrichir cette notion d'environnement en insistant sur le fait que les individus sont pris dans des organisations, lesquelles sont elles-mêmes parties d'un champ complexe. Il en résulte que les organisations de mouvement social constituent un niveau "meso" qui permet justement de faire le lien entre les niveaux micro et macro-sociologique de l'analyse.

Dans ce premier chapitre, nous essaierons de montrer la valeur pratique d'une synthèse théorique, en nous appuyant sur les études de cas réunies ici. A des degrés divers, il nous semble que chaque essai plaide pour une théorie compréhensive des mouvements sociaux axée autour de ces processus qui conduisent à la construction sociale du monde propre à chaque acteur individuel, à la définition de cultures propres à chaque mouvement et à des identités collectives. Tout à la fois, l'acteur construit activement et est fortement contraint par un univers de significations sociales dont la détermination résulte de positions structurelles qui conduisent à des expériences spécifiques variant en fonction de l'identité raciale, sexuelle, de classe et de nationalité.

9 - A cela s'ajoute, comme le suggère P. Favre (1982), qu'une interaction "est le lieu où travaillent deux séries de déterminations sociales. D'un côté, l'interaction fait jouer ensemble les déterminations d'acteurs sociaux considérés comme produits de trajectoires sociales différentes. (...) De l'autre, la rencontre elle-même s'inscrit dans un tissu social qui lui donne, indépendamment de ce que sont les acteurs sociaux en présence, une "forme", ou une "organisation" qui s'impose partiellement aux acteurs" (p 126).

La construction sociale de la protestation

La question centrale de la participation à une action collective n'a pas réellement été résolue, étant donné la difficulté qu'il y a à relier l'existence d'une situation structurelle avec les dynamiques psychologiques par lesquelles les individus prennent la décision d'y remédier. La théorie de la mobilisation des ressources, en se plaçant dans un modèle de rationalité partagée, postule que tous les agents ont la même perception de leur situation, une évaluation similaire des coûts et des avantages de l'action. Quant aux théoriciens des nouveaux mouvements sociaux, ils se focalisent sur les origines structurelles des tensions, mais laissent de côté la question des modes de perception de ces tensions par les agents.

Sur ce point, les auteurs classiques auront été beaucoup plus loin que leurs successeurs. En 1962, Smelser écrivait que pour qu'une action collective se développe, il fallait non seulement une tension structurelle, mais encore qu'y soit donnée une signification permettant de qualifier cette tension, de désigner des responsables et de proposer des modes de résolution du conflit. En 1969, Turner ne dit pas autre chose lorsqu'il montre que l'émergence d'un mouvement significatif nécessite une révision de la manière dont les gens considèrent leurs conditions de vie, passant de la résignation à la désignation d'une injustice.

Attentifs à bannir toute orientation psychologisante de leurs travaux, les sociologues de la mobilisation des ressources sont moins nombreux à avoir prêté attention aux perceptions. Piven et Cloward (1977), néanmoins, suggèrent dans *Poor People's Movement* que la mise sur pied d'une action collective implique de la part des mobilisés l'analyse de leur situation sociale comme modifiable et injuste. Mac Adam (1982) pour sa part introduit la notion de "libération cognitive"[10] dans son

10 - Cf. Mac Adam (1982, p 49). La libération cognitive désigne des événements ou des modifications de conditions qui soudainement font sens aux yeux des agents. Le processus est facilité par l'existence d'organisations amies qui diffusent la conscience de nouveaux droits et un sentiment d'efficacité politique.

modèle du processus politique pour en faire la troisième et dernière condition de l'émergence d'un mouvement social.

Depuis peu, certains auteurs se posent la question du rapport entre l'existence d'une situation, la formulation de griefs, et leur prise en compte par un mouvement à travers son idéologie et les buts qu'il défend. Gamson d'abord (Gamson, Fireman, Rytina, 1982), qui fonde ses travaux sur le concept "d'analyse des cadres d'interprétation" (frame analysis) élaboré par Erving Goffman (1991, pour la traduction française). Ce dernier interroge les conditions dans lesquelles les gens défient les règles existantes lorsqu'ils s'insurgent contre l'ordre dominant et montre comment notre disposition à l'apathie ou à l'action dépend en partie de la façon dont l'ordre social est structuré et structure donc notre inconscient politique. Dans cette perspective, l'analyse des cadres d'interprétation permet de décoder toute situation en décomposant les différents principes d'organisation qui structurent les événements. Goffman isole ainsi quelques cadres fondamentaux qui constituent des grilles de lecture des événements.

Parmi ces cadres, Gamson utilise essentiellement le *cadre d'injustice*, suggérant que la rébellion contre les autorités est en partie dépendante d'un sentiment d'injustice qui définit l'action d'un système d'autorité comme inique, et justifie en même temps le recours à des modes d'action non conformes à ce système. Toujours dans une perspective goffmanienne, Gamson focalise son analyse de la mobilisation sur ce qu'il appelle les *micro-mobilisations*, c'est-à-dire les processus de mobilisation produits dans les interactions de face-à-face, ou, si l'on préfère, les relations inter-personnelles. malheureusement, il considère ces processus indépendamment de tout contexte, s'en tenant à la prise en compte des logiques cognitives et interprétatives à l'oeuvre.

Chez d'autres auteurs[11], le lien entre conditions structurelles, demandes articulées et participation personnelle est exploré plus avant à partir des modèles psycho-cognitifs et des apports de l'interactionisme symbolique. Ces modèles de psychologie sociale font de l'acteur un agent à la fois

11.- Cf. notamment Ferree & Miller (1985) ; Klandermans (1984 ; 1987 ; 1988) ; Snow et alii (1986) ; Snow et Benford (1988).

consommateur et producteur d'information. Dans le travail de construction du sens, il est influencé à la fois par des forces sociales, des groupes et des forces intra-individuelles. Là encore, on part de l'idée que l'individu agit en fonction d'une perception de la réalité sur laquelle il est possible d'agir, par la persuasion.

Tous ces travaux ont pour point commun une conception dans laquelle l'acteur est pris dans des réseaux sociaux, possède des identités de groupe et se livre à des calculs socialement construits. A partir de cette orientation on peut dégager deux problématiques, chacune constituant un programme de recherche centré sur le niveau de l'articulation entre l'individu et la société : la question de la formation et de la transformation des identités collectives et l'analyse de la communication persuasive mise en oeuvre par les mouvements.

Formation et transformation des identités collectives

Pour obtenir des soutiens, un mouvement doit parvenir à imposer sa vision des choses au plus grand nombre de gens possible. Pour cela, il doit avant tout procéder à une modification des perceptions de soi qu'ont les individus, c'est-à-dire promouvoir la constitution d'une identité collective. On peut dire qu'il y a identité collective lorsque le sens que chaque individu a de ce qu'il est devient un sens partagé par les co-participants à l'action. Or, si l'on considère que la motivation des acteurs à participer est socialement construite, l'identité apparaît comme centrale : "*ce n'est que lorsque les acteurs individuels peuvent reconnaître leur cohérence et leur continuité en tant qu'acteurs qu'ils sont capables d'écrire leur propre script de la réalité sociale et de comparer les attentes aux résultats. (...) Le processus de construction, de maintien et de transformation d'une identité collective fournit une base qui permet aux acteurs de formuler leurs attentes et de calculer les coûts et les bénéfices de l'action*" (Melucci, 1989, pp 32 et 34).

Plusieurs contributions dans cet ouvrage illustrent combien les identités collectives sont centrales et problématiques. F. Bourneau, V. Martin et moi-même

soulignons par exemple à quel point la situation de chômage se traduit par la perception d'une identité personnelle ressentie comme honteuse, ce qui rend difficile toute identification collective et toute représentation politique du chômage (fatalisme, sentiment de culpabilité). Or, pour adhérer à une organisation, il faut accepter d'être reconnu par les autres comme membre de cette organisation. C'est là un des obstacles essentiels à la mobilisation des sans emploi. C. Polac montre de son côté que la mobilisation des agents des finances n'a pu se faire que dans la mesure ou les syndicats sont parvenus à mettre en évidence des intérêts et des traits communs aux personnels de cette administration, par une redéfinition positive de leur image de groupe privilégié et peu aimé (fonctionnaires et agents du fisc).

L'existence d'une identité collective est d'autant plus cruciale que celle-ci n'est pas seulement une ressource instrumentale (comme moyen de créer des solidarités de groupe et donc de diminuer les chances de défection), elle est aussi, parfois, une fin en soi, un achèvement culturel, ce qui implique que l'on redéfinisse ce que l'on entend traditionnellement par succès de l'action. Sur ce point, J. M. Durand montre bien que la participation aux manifestations contre la guerre du Golfe s'explique moins par les chances de succès de la protestation que par le besoin ressenti par certains groupes sociaux et politiques de pallier l'effondrement, depuis quelques années, de sources d'identification en décomposition : *"les militants communistes, et au-delà ceux d'une partie de l'extrême-gauche française (notamment les trotskystes), se retrouvaient donc depuis quelques années dans un état "d'anomie politique". Dans ce contexte d'absence de repères idéologiques, la guerre du Golfe a constitué une bonne occasion de reconstruction militante à travers la lutte placée sous le signe de l'anti-américanisme"*. Il devient dès lors plus délicat d'évaluer l'échec ou le succès des collectifs anti-guerre. Par exemple, la recomposition d'un fragment de la gauche autour du *Mouvement des citoyens* et de J.P. Chevènement pourrait être interprétée comme une certaine réussite : la création d'une identité collective durable, lorsque elle maintient la loyauté et les engagements par sa seule force, apparaît bien comme une

fin en soi, quelle que soit par ailleurs sa contribution à l'achèvement des buts politiques et organisationnels fixés au départ.

Par ailleurs, comme nous l'a appris la théorie des nouveaux mouvements sociaux, la place des identités collectives varie en fonction des types de revendication. Bon nombre de mouvements mêlent dans leur programme à la fois des exigences politiques et économiques avec des demandes plus directement culturelles. Dans sa contribution sur le mouvement des infirmières, P. Hassenteufel insiste sur le caractère fortement identitaire de la coordination infirmière, laquelle exige à la fois une reconnaissance salariale et une reconnaissance de la professionnalité de l'infirmière (demande d'autonomie pour les actes techniques et élargissement du rôle propre). De son côté, Josh Gamson (1989) montre que le mouvement *ACT UP* aux USA mêle des revendications identitaires à ses revendications matérielles : incorporer la lutte contre le sida dans un projet visant à recréer un mouvement de libération homosexuelle et, par là, combattre la définition sociale dominante du normal et de l'anormal.

Enfin, il faut dire à quel point les identités ne sont pas données une fois pour toutes et s'inscrivent au contraire dans un processus de formation et de reformation continue dans le temps même de l'action[12]. P. Hassenteufel explique d'ailleurs fort bien comment le fait de manifester aura pu jouer pour les infirmières comme moyen d'une prise de conscience par les acteurs de l'existence d'un collectif, notamment par la création *"d'incitations de solidarité"* (Pizzorno, 1990). Et ces incitations sont d'autant plus fortes que l'on se trouve *"en situation d'incertitude des référents collectifs : l'existence d'une "aire d'imprévisibilité" dans les valeurs guidant les actions individuelles est en partie comblée par l'action collective qui permet de fonder ou de refonder des identités, de réarticuler des actes ou des valeurs, de redonner un sens collectif aux choix individuels"*. J. M. Durand ne dit pas autre chose lorsque il s'interroge, à propos des militants anti-guerre, sur le sens des

12 - Ce que Heirich (1968) le premier avait montré dans son étude du *Free speach movement* à Berkeley, la construction de la cause et des identités s'étant faite pendant le développement du conflit.

engagements individuels dont il faudrait selon lui rechercher le principe dans l'action elle-même.

Ce dernier point débouche sur une question encore peu abordée par la sociologie des mobilisations : quels sont les effets, en termes de socialisation et de conversion, de la participation à une action collective ? Schennink (1988) a montré déjà que ceux qui ont participé à la première démonstration de masse pour la paix en Hollande manifestaient en majorité pour la première fois de leur vie et que la plupart se retrouvèrent pour les suivantes. Les travaux récents de Mac Adam (1988. b ; 1989) sur l'activisme suggèrent également que ces identités nouvellement formées dans l'action durent plusieurs années. Certains travaux ont également pu déceler en France un véritable "effet de génération" provoqué par mai 1968 (Percheron, 1991). Mais les données sont encore trop rares pour pouvoir en dire plus.

La place centrale des identités collectives suggère de s'arrêter sur le travail de manipulation symbolique et de persuasion réalisé par les organisations. Celui-ci revêt en effet une importance capitale dans les processus de dégel cognitif et de création de nouvelles identités. D'où l'intérêt de faire porter l'analyse des mouvements sociaux sur ces procédés de manipulation symbolique, qu'ils se traduisent par une utilisation stratégique du langage, la mise en scène de l'action, l'instauration ou la réactivation de rites.

Mouvements sociaux et communication persuasive

Dans leur effort de persuasion, les mouvements se livrent à un travail de décodage du réel que l'on peut analytiquement décomposer en plusieurs éléments : identifier un problème, le qualifier en termes politiques, désigner des responsables, proposer une solution au problème, persuader que cette solution peut être obtenue par l'action collective. Ces éléments correspondent à ce que l'on appelle la mobilisation du consensus (Klandermans, 1984 ; 1988) ou la modification des

schémas d'interprétation (Snow et alii, 1986 ; Snow et Benford, 1988)[13].

A partir d'une étude empirique sur plusieurs mouvements, Snow (Snow et alii, 1986) a étudié les différents processus interactifs et communicatifs par lesquels les entreprises de mobilisation parviennent à modifier les "cadres d'interprétation"[14] en construisant une idéologie mobilisatrice[15]. On peut les reprendre rapidement. L'auteur distingue quatre types de processus permettant l'imposition de schémas interprétatifs. Un mouvement peut d'abord prendre en charge plusieurs problèmes structurellement séparés en les liant idéologiquement. Dans ce cas, le mouvement fournit un schéma interprétatif unifié et une base organisationnelle pour l'expression de revendications déjà existantes (*frame bridging*).

Il peut également clarifier et développer un schéma interprétatif existant (*frame amplification*), en insistant soit sur les valeurs[16], soit sur la qualification politique d'un problème, les responsabilités à dénoncer. En effet, comme le font remarquer Ferree et Miller (1985), une modification du système des "attributions sociales" dominantes est un préalable à toute mobilisation, étant donné *"la tendance générale des gens à surestimer la volonté et les dispositions personnelles dans*

---

13 - Cf. aussi Turner (1969) ; Wilson et Orum (1976) ; Gamson (1982).

14 - Snow en donne la définition suivante : "par cadre d'interprétation *(frame alignment)* on se réfère aux liens que les individus entretiennent avec l'interprétation des situations par les organisations de mouvement social, de telle façon que certains intérêts individuels, certaines valeurs, croyances et activités des mouvements sociaux, certains buts ou idéologies sont congruents et complémentaires. Nous empruntons le terme "frame" à Goffmann pour dénoter "des schémas d'interprétation" qui permettent aux individus de localiser, de percevoir, d'identifier et de "labelliser" les événements de leur vie et du monde en général. En donnant un sens aux événements, les cadres organisent l'expérience et guident l'action, qu'elle soit collective ou individuelle.", Snow et alii (1986, p 464).

15 - Il reprend la définition de l'idéologie donnée par Wilson (1973) : celle-ci comprendrait un *diagnosis* (une détermination des causes du mécontentement et une imputation de responsabilité), un *prognosis* (l'indication de ce qui doit être fait) et un *rationale* (détermination de qui doit agir, quels arguments utiliser pour convaincre, etc.).

16 - "L'amplification des valeurs se réfère à l'identification, l'idéalisation et l'élévation d'une ou plusieurs valeurs que l'on suppose fondamentales parmi les membres potentiels mais qui n'ont pas inspiré l'action collective pour un certain nombre de raisons.", Snow et alii (1986).

l'explication du comportement, aux dépends des facteurs situationnels. Même les victimes d'une oppression objective ne percevront pas leur situation comme une injustice si elles attribuent leur situation à leurs qualités personnelles. Le travail de recrutement des mouvements permet aux gens d'interpréter leur situation comme le résultat de forces contrôlables extérieures à eux. Cette reconnaissance délégitime le système". Les deux contributions consacrées aux mobilisations de chômeurs illustrent bien l'importance de ce travail de définition ou de redéfinition du système des attributions sociales. Dans notre texte, nous montrons comment le *Syndicat des chômeurs* s'est efforcé à requalifier politiquement la question du chômage en désignant comme responsables ceux-là même qui gèrent le problème, et comment cette requalification se fonde sur une rhétorique d'exclusion et de stigmatisation (opposition eux/nous, dénonciation de la conspiration du silence, etc.). F. Bourneau et V. Martin, de leur côté, insistent sur la complexité des causes du chômage et sur la difficulté qu'il y a à désigner clairement des responsables. D'où la tactique choisie par l'*APEIS* (*Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires*) de prendre les *ASSEDIC* comme cible unique. Les revendications peuvent alors porter sur des objectifs simplifiés et congruents avec l'expérience quotidienne des chômeurs.

Toujours selon Snow, une organisation peut encore chercher à étendre ses soutiens en agrégeant à ses revendications initiales d'autres thèmes qu'elle s'efforce alors de relier idéologiquement à ses véritables sujets de préoccupation (*frame extension*). C'est le cas par exemple des mouvements anti-nucléaires qui, en attirant l'attention du public sur les sacrifices que les dépenses militaires impliquent en matière de politique éducative et sociale, espèrent attirer de nouveaux adhérents. Dans sa contribution sur les déboutés du droit d'asile, J. Siméant nous en donne un autre exemple. Du fait du répertoire d'action utilisé (la grève de la faim), les revendications sont rapidement passées d'un registre politique à un registre humanitaire, ouvrant la possibilité à l'appui tactique des églises et de leur public.

Enfin, lorsque les valeurs et les buts défendus par un mouvement sont antithétiques de ceux défendus par la société, le mouvement se voit contraint de créer et de répandre de nouvelles valeurs, soit dans un domaine particulier de la vie sociale, soit globalement, lorsque les buts du mouvement sont fondamentalement opposés à l'idéologie dominante (*frame transformation*). C'est là évidemment le cas de mouvements comme *ACT UP* qui, en même temps qu'il combat pour une lutte plus soutenue et différente contre le sida cherche également à promouvoir une politique globale de reconnaissance de l'homosexualité comme pratique "normale" et acceptée. L'effort de transformation porte alors sur la perception commune de la maladie comme un stigmate, un marqueur d'homosexualité, d'abus de drogue et de déficience morale[17]. Dans ce travail de déplacement des significations, le jeu sur les symboles et le vocabulaire est essentiel. Que l'on se souvienne de la polémique à propos des "sidatiques" et des "sidéens" (similaire à celle sur les "aids victims" et les "People With Aids" aux USA), de la signification du triangle rose inversé d'*ACT UP*[18] ou des "die-in", qui manifestent un glissement symbolique des responsabilités[19].

A partir de ce cadre d'analyse, on peut essayer de déterminer les facteurs assurant le succès des entreprises de redéfinition idéologique menées par les mouvements. Selon Snow (Snow et Benford, 1988), un schéma d'interprétation a

17 - En effet, comme l'écrit Plummer (1988, p 45), "le sida regroupe tous les traits d'une pièce morale traditionnelle : images de cancer et de mort, de sang et de semence, de sexe et de drogue, de moralité et de rétribution. Une galerie complète de démons populaires a été introduite - l'homosexuel "malade" de sexe, le sale drogué, la putain dépravée, le noir vaudou buveur de sang - en même temps qu'une galerie de victimes innocentes, les hémophiles, la "victime" de la transfusion sanguine, le nouveau né, voire l'hétérosexuel" (cité in Josh Gamson, 1989).

18 - Il s'agit de la reprise d'un emblème nazi signifiant, dans les camps, la morts des homosexuels. Cela veut dire que l'on réclame le contrôle sur la définition des causes de la mort : la maladie non combattue devient une entreprise consciente et volontaire d'extermination (Cf. Carter, 1992).

19 - En effet, les morts du sida sont présentés là comme des assassinés, et non comme des victimes de leur déviance. La marque au sol symbolise le crime de ceux qui contrôlent la définition et la défense de la normalité. Le même message est contenu dans le symbole du sang : on passe de l'image du sang infecté au sang sur les mains des criminels : le sang est signe de l'évidence du crime plus que de l'infection (cf. Josh Gamson, 1989).

d'autant plus de chances d'être adopté par le plus grand nombre qu'il apparaît comme empiriquement crédible et qu'il est congruent avec les systèmes de croyance dominants : *"Il nous semble que l'un des déterminants clé du succès relatif des cadres d'interprétation réside dans le degré de résonance. (...) Si l'on tient compte de cela, il apparaît nécessaire de porter une attention plus soutenue qu'auparavant non seulement à la nature du travail interprétatif et aux ressources des organisations de mouvement social, mais aussi au degré de congruence entre les cadres résultant de ce travail et la situation, l'idéologie des membres potentiels"* (p 477).

Or, les discours persuasifs des mouvements ne sont pas reçus par des individus isolés mais plutôt au travers d'interactions et de significations négociées. Et le degré de congruence des thématiques dépend beaucoup de l'existence et de la forme d'une identité collective ou sociale, de la manière dont les individus se définissent comme membres de groupes ou de catégories pré-existants.

Contraintes structurelles et opportunités politiques

Nous venons de voir toute l'importance de la construction sociale de la protestation, à la fois au niveau des identités collectives, de la communication persuasive mise en oeuvre par les mouvements et de l'individu, dans l'action. Or, nous l'avons dit, cet effort de formulation des tensions et d'articulation des thèmes est pris dans un système de contrainte. En effet, aucun mouvement social ne peut émerger s'il ne bénéficie pas d'un minimum d'opportunités politiques. Les contextes dans lesquels s'inscrivent les mouvements protestataires ont une influence déterminante sur leurs chances de réussite, d'où la nécessité, pour répondre à la question du succès ou de l'échec, d'analyser les groupes en relation avec leur environnement.

L'étude de l'environnement est un enjeu d'autant plus central que celui-ci constitue une structure structurante de l'activité des contestataires, en même temps qu'il est modifié en retour par l'activité de ces groupes. En effet, l'action collective affecte directement l'organisation et les opportunités des acteurs

(Tilly, 1986) et, dans une perspective de temps moyen, contribue à une modification structurelle des conditions de mobilisations ultérieures[20].

Dans les deux articles qu'il a rédigé sur les mouvements sociaux pour *l'International Encyclopedia of Social Science*, Gusfield (1968) souligne le rôle de multiples organisations dans les mouvements sociaux (partis, syndicats, groupes de pression, etc.) Mais c'est dans les années soixante-dix surtout, avec le renouveau de l'intérêt pour l'Etat, que les chercheurs recommencent à observer l'action collective sous l'angle du politique avec notamment les travaux de Piven et Cloward (1977) et de Gamson (1975). Ce dernier, à partir d'un vaste échantillon de mouvements, met au jour l'importance des alliances politiques et de l'action étatique dans le succès ou l'échec des groupes contestataires. Avec l'ouvrage de Mac Adam (1982) sur le mouvement noir aux Etats-Unis, la prise en compte du politique devient un enjeu central de l'explication, l'auteur donnant une importance capitale dans son modèle à l'idée que *"le potentiel d'insurrection des groupes exclus découle du "pouvoir structurel" que leur offre leur position dans différentes structures politico-économiques"* (p 37). Par ailleurs, cette distribution des cartes n'est pas donnée, les mouvements *"se développant en réponse à un processus itératif d'interaction entre les groupes et l'environnement socio-politique qu'ils cherchent à modifier"* (p 40)[21].

20 - C'est ce que fait remarquer Sidney Tarrow (1989) lorsqu'il montre les liens étroits entre modification des répertoires d'action et succession des cycles de mobilisation. Il semble bien, par exemple, que la contestation étudiante de la fin des années soixante ait fourni aux "nouveaux mouvements sociaux" un ensemble de ressources qui expliquent largement leur succès, par l'instauration d'un climat d'agitation permanente "légitimée", par la mise en place de répertoires d'action renouvelés et éprouvés, par la transmission d'un potentiel de mobilisation conséquent.

21 - Cf. aussi la recherche de Jenkins sur les travailleurs agricoles de Californie (1985) et les différentes publications de Tilly ayant trait à la constitution et à l'évolution des répertoires d'action (1978 ; 1984 ; 1986).

Opérationnalisation du concept de structure des opportunités politiques

Au centre de cette réappréciation croissante des facteurs politiques et de l'environnement, on trouve le concept de structure des opportunités politiques, lequel se réfère à la réceptivité ou à la vulnérabilité du système politique à l'action d'un groupe contestataire donné. C'est sans doute Sidney Tarrow (1989) qui en a donné la définition la plus précise. En s'appuyant sur les travaux d'autres auteurs, il caractérise la structure des opportunités politiques selon cinq facteurs : le degré d'ouverture ou de fermeture du système politique (Eisinger, 1973) ; la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques (Piven & Cloward, 1977) ; la présence ou l'absence d'alliés et de groupes de soutien (Gamson, 1975 ; Jenkins & Perrow, 1977) ; la division des élites et leur tolérance pour la protestation (Jenkins & Perrow, 1977) ; enfin, la capacité du gouvernement à initier des politiques publiques (Kitschelt, 1986).

Le concept de structure des opportunités politiques ne constitue pas une troisième approche par rapport à la mobilisation des ressources ou les nouveaux mouvements sociaux, mais plutôt une extension logique des deux modèles par accumulation. Pourtant, comme l'indique lui-même Tarrow (1989, p 430), la structure des opportunités politiques reste un concept flou puisqu'elle regroupe un ensemble de variables tout à fait hétérogènes sans nous donner de critères sûrs pour les sélectionner.

Pour clarifier le concept et le rendre opératoire, nous suggérons que l'on prenne en compte plusieurs dimensions. On distinguera d'abord le niveau de la superstructure politique (processus macro-politiques, culture politique et structure politique[22]), qui définit un cadre contraignant et structurellement insensible dans lequel se jouent les interactions entre les différents acteurs politiques. A l'intérieur de ce cadre,

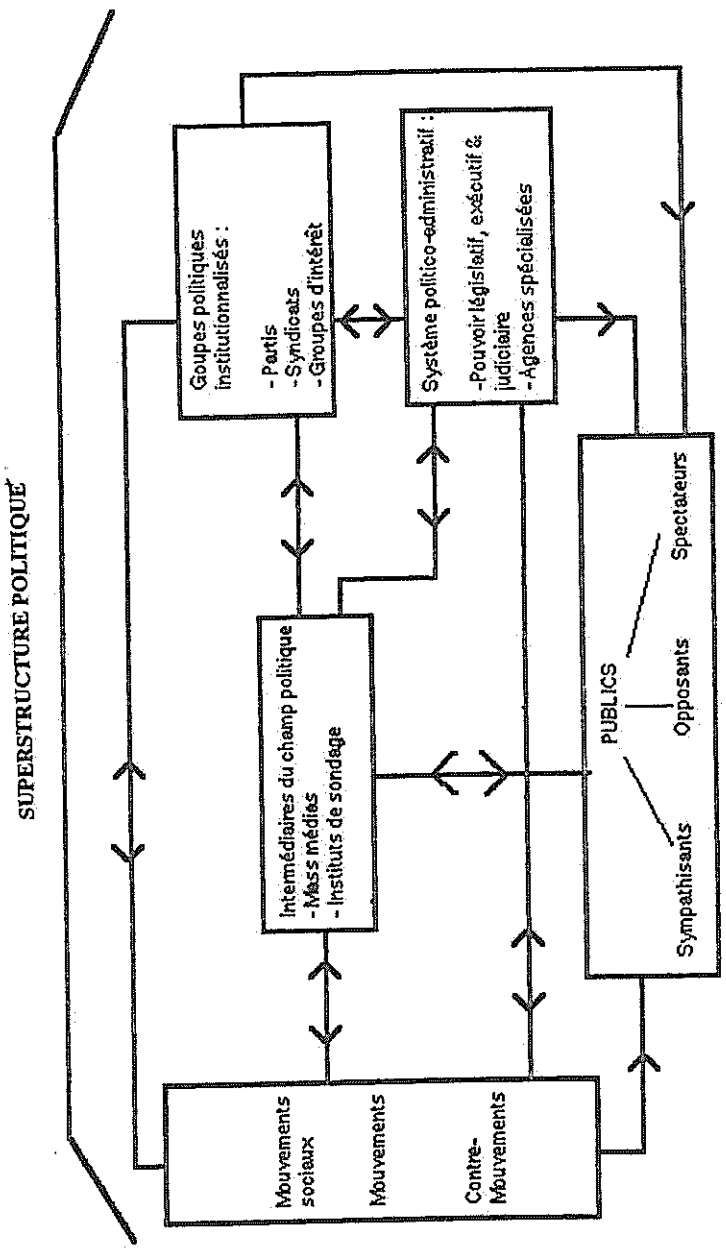
22 - Nous employons sciemment cette terminologie marxiste, dans la mesure où la prise en compte de ce niveau dans l'analyse des mouvement sociaux nous vient des théoriciens des nouveaux mouvements sociaux, pour la plupart néo-marxistes.

on trouve plusieurs groupes d'agents : le système politico-administratif (c'est-à-dire les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et les agences gouvernementales spécialisées) ; les groupes politiques et sociaux institutionnalisés, c'est-à-dire les partis, les syndicats et les groupes d'intérêts économiques et professionnels ; les intermédiaires du champ politique, avec bien entendu les médias mais aussi les instituts de sondage ; le secteur des mouvement sociaux, avec des mouvements et des contre mouvements ; l'opinion enfin, ou, si l'on préfère les publics, qui regroupent les sympathisants, les opposants et les spectateurs indifférents.

A la suite de Jenkins et Perrow (1977), nous faisons l'hypothèse que les possibilités pour un mouvement social d'influencer le système politico-administratif et donc d'obtenir des concessions sont corrélées positivement avec le degré de différenciation propre à chaque secteur. Neidhart et Rucht (1992) soulignent que cette différenciation se situe à deux niveaux : au niveau de l'autonomie des différents secteurs les uns vis-à-vis des autres, d'une part (cf. par exemple le degré d'indépendance de la presse par rapport à l'Etat) ; au niveau de la structure interne des secteurs, d'autre part. Par exemple, la division du champ politico-administratif pendant la cohabitation a sans doute joué dans le succès du mouvement étudiant de 1986, le Président de la République ayant pris ouvertement fait et cause pour les protestataires.

Le schéma n°1, page suivante, matérialise l'ensemble des relations qu'entretiennent ces différents acteurs politiques.

La superstructure politique : Les ressources disponibles pour un mouvement varient en fonction des processus politiques, économiques et démographiques qui affectent la société, en dehors de la volonté de ses membres. Jenkins et Perrow (1977) expliquent par exemple le succès du mouvement des travailleurs agricoles dans les années soixante aux USA par une série de changement "lourds" prenant leur source *"dans des tendances économiques et des réalignements politiques qui apparurent indépendamment de toute pression des insurgés"* (p 266).



LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES DANS LE CHAMP POLITIQUE FRANCAIS

Même analyse du mouvement noir dans les années cinquante et soixante chez Mac Adam (1982), lequel met en avant l'accroissement du vote noir, son alignement sur le Parti démocrate, la compétition d'après-guerre pour la domination des nations du tiers-monde. A ces processus s'ajoutent encore les effets particuliers de crises soudaines qui crèent de nouveaux enjeux de mobilisation. L'apparition du sida et son émergence dans le champ politique en est un bon exemple (Favre, 1992) ou bien encore l'accident nucléaire de Three Mile Island dont Walsh (1989) a bien montré les effets sur la dynamique de la protestation anti-nucléaire aux USA[23].

De manière plus permanente, le contenu des cultures politiques est déterminant. On pense ici à la force de la tradition démocratique, au degré de pluralisme dans telle ou telle unité nationale, dont l'influence sur les formes prises par les mobilisations, leurs chances même de survenir, ne peuvent être appréhendées avec profit que dans une approche comparative. De ce point de vue, les récents mouvements sociaux dans les pays de l'Est ont beaucoup à nous apprendre.

Enfin, la structure de l'Etat et le système politique ont une importance capitale. Nelkin et Pollack (1981) soulignent combien les évolutions différentes des mouvements anti-nucléaires en Allemagne et en France pouvent s'expliquer largement par un plus ou moins grand degré d'ouverture ou de fermeture du système politique aux nouvelles demandes (cf. aussi Kitschelt, 1986). Enfin, pour prendre un exemple récent, il semble bien que l'essor et la radicalisation du mouvement *ACT UP* en France (qui est sans commune mesure avec celle que connaissent les autres pays d'Europe de l'Ouest) s'explique à la fois par le manque d'ouverture du gouvernement et l'inexistence d'un mouvement gai à la fin des années quatre-vingt, ce dernier facteur devant être relié à l'alternance politique de 1981 qui s'est traduite par la satisfaction de nombreuses

23 - Ce qui ne veut évidemment pas dire que la survenance d'une crise ou d'un problème nouveau suffise à la mise en place d'une mobilisation. Les crises ont le plus souvent pour effet de stimuler l'action collective de groupes déjà constitués.

revendications homosexuelles et la disparition de l'activité militante au profit d'un certain retrait individualiste[24].

Le système politico-administratif : Celui-ci est central dans la mesure où il entretient des relations complexes à tous les secteurs de la structure des opportunités politiques et où c'est à lui que s'adressent la quasi totalité des demandes, qu'il s'agisse de réclamer de nouveaux droits et avantages ou de s'opposer à une décision. Au niveau le plus général, la manière dont les problèmes sont pris en charge par le champ politico-administratif détermine pour une part la façon dont les revendications sont formulées[25]. Par exemple, F. Bourneau, V. Martin et moi-même montrons dans ce volume à quel point les difficultés des mouvements de chômeurs à faire aboutir leurs revendications s'expliquent en partie par l'existence d'une prise en compte du chômage par l'Etat à travers des procédures normales mettant en jeu à la fois des institutions de placement et d'indemnisation, des analyses économiques, des programmes de lutte, en même temps que par la centralisation et l'uniformisation du pouvoir d'attribution des fonds de soutien[26]. Le rôle des agences spécialisées est ici fondamental (*ASSEDIC*, *ANPE*, etc.).

L'existence d'une prise en compte institutionnelle d'un problème a également des effets quant à la définition même des enjeux. Toujours dans le cas des mouvements de chômeurs, la catégorie administrative "chômeur" impose une définition

24 - "L'un de ces succès (dûs à l'alternance) avait été la levée de toutes les restrictions empêchant l'éclosion des bars gais. les militants ont saisi l'occasion d'aller danser plutôt que de manifester, le désir l'a emporté sur les intérêts - pris en charge dorénavant par le gouvernement ; des organisations homosexuelles comme *CUARH* ont vu partir leurs membres et les colonnes de *Gai Pied* se sont remplies de "révélations" de moins en moins politiques" écrit à ce propos J. W. Duyvendak (1993). Cf. aussi Martet (1993, chapitre 2). Cf. aussi pour une analyse similaire Dulac (1992, p 63).

25 - Sur cette question, on consultera l'introduction à *Sida et politique* par P. Favre (1992) et son chapitre sur "La gestion administrative du sida", notamment en ce qui concerne les logiques concurrentes entre pouvoir politique, haute administration et agences spécialisées.

26 - Dans une perspective comparative, Piven et Cloward (1977) et Bagguley (1991) mettent en avant les mêmes facteurs pour expliquer le succès relatif des mouvements de chômeurs dans les années trente (aux USA pour les premiers et en Grande-Bretagne pour le second) et leur échec dans les années soixante-dix et quatre-vingt.

donnée de la personne collective, avec pour effet de briser l'unité du groupe potentiel. De même, J. Simeant montre dans son analyse des mouvements de déboutés du droit d'asile à quel point l'inexistence juridique des clandestins les place dans un groupe hors normes et hors politique, exclusion constituant un obstacle majeur à la mobilisation.

Plus directement, le système politico-administratif occupe une place centrale dans la dynamique des mobilisations. Il joue un rôle de producteur d'opportunités politiques avec pour effet d'affecter l'ampleur et la composition des mouvements sociaux. La satisfaction d'une revendication, d'abord, peut provoquer soit la disparition soit la reconversion des organisations[27], comme nous l'avons vu à propos du mouvement homosexuel en France après 1981. Inversement, l'édiction de lois ou la prise de décisions contestées peut avoir pour effet de lancer ou de relancer une mobilisation. Les contributions de J. M. Durand sur les mouvements opposés à la guerre du Golfe et de J. Simeant sur les sans papiers en donnent deux exemples paradigmatiques. Dans le premier cas, la protestation se développe alors même qu'il n'existe aucune tradition ou organisations pacifistes structurées, sous la forme de collectifs had hoc ; dans le second exemple, c'est la réforme de l'*OFPRA* qui, en provoquant un afflux de demandes auprès des associations, initie un vaste mouvement de grèves de la faim. De manière plus systématique encore, les différents projets de loi relatifs au code de la nationalité et au statut des étrangers, mais aussi les bavures policières, rythment pour une part les campagnes de mobilisation anti-racistes en France.

Enfin, le système politico-administratif, par la maîtrise qu'il a des moyens de la reconnaissance, influe considérablement sur les chances de succès ou d'échec de la mobilisation. Cette reconnaissance constitue en effet une ressource essentielle à la fois d'un point de vue matériel (intégration aux instances de concertation, information et subventions) et symbolique (comme succès et donc comme incitation à la participation). On le verra notamment avec le

27 - Avec des effets différents selon qu'il s'agit de mouvements à revendication unique ou multiple comme l'a fort bien illustré S. Staggenborg (1989) avec le mouvement abortif aux USA dans les années soixante-dix.

Syndicat des chômeurs dont une des revendications permanentes aura été d'être reconnu comme interlocuteur légitime, mais surtout avec la coordination infirmière analysée par P. Hassenteufel. Celui-ci nous montre comment la coordination fut longtemps écartée des négociations avec les syndicats ce qui eut pour effet de retarder la prise en compte de ses revendications spécifiques. Les modalités de la reconnaissance accordée par l'Etat peuvent également avoir pour effet de transformer les formes prises par les revendications et l'activité militante. L'abandon de certaines revendications inacceptables pour le pouvoir et de certains modes d'action sont bien souvent le prix à payer de l'institutionnalisation, comme le montre par exemple F. Dulac (1992) à propos de certaines associations de lutte contre le sida.

Les groupes politiques et sociaux institutionnalisés : L'hostilité ou le soutien de ces acteurs peuvent contribuer de façon décisive à l'échec ou à la réussite des mouvements. Wilson (1961) et Lipsky (1968 ; 1970) ont été parmi les premiers à montrer le rôle crucial des alliances nouées entre groupes. Les deux auteurs estiment que l'échec du mouvement des droits civiques dans les dernières années de son activité s'explique d'abord par la défection de ses alliés les mieux placés, du fait d'une extension et d'une dilution des demandes adressées à l'administration. Plus systématiquement encore, dans leur étude des mouvements de travailleurs agricoles dans les années quarante et soixante, Jenkins et Perrow (1977) suggèrent que l'échec de la première période et la réussite de la seconde s'expliquent par le rôle des groupes de soutien (groupes libéraux et syndicats) et une tolérance accrue de l'Etat, bien plus que par des différences d'objectifs et de tactiques. Enfin, Gamson (1975) confirme cette importance des groupes de soutien dans son étude des organisations contestatrices américaines. Selon lui, 57% des groupes ayant bénéficié de soutiens extérieurs ont atteint leurs objectifs, contre seulement 46% des mouvements sans alliés.

Dans cet ouvrage, plusieurs contributions insistent sur le rôle ambigü des syndicats dans la dynamique des mobilisations. D'une part, ceux-ci sont souvent à l'origine d'une action collective, comme le montre C. Polac à partir de l'exemple de la

grève des Finances en 1989. Mais, d'autre part, dans un système de représentation des intérêts comme celui de la France, les mouvements sociaux peuvent s'inscrire dans des logiques d'affrontement avec les centrales en court-circuitant les canaux traditionnels de représentation. Le développement du phénomène des coordinations est significatif à cet égard et la contribution de P. Hassenteufel en donne un excellent exemple.

Tout autant, les partis politiques apparaissent comme des élément centraux dans la dynamique des mobilisations. F. Bourneau et V. Martin l'illustrent de manière exemplaire dans leur analyse de l'*APEIS* impulsée et soutenue par le *PCF*. Que l'on songe également au mouvement de défense de l'école privée qui, en 1984, reçoit un soutien sans partage des partis de droite, des églises et, bien sûr, des établissements d'enseignement privés. Or, les ressources de mobilisation dont disposent les partis politiques sont considérables, notamment à travers les moyens matériels des collectivités locales et, lorsqu'ils bénéficient d'une représentation parlementaire, par leur intégration au système politico-administratif.

Enfin, les groupes d'intérêts, professionnels et surtout économiques, jouent un rôle considérable bien que peu étudié dans les chances de succès ou d'échec des mouvements. Les grands groupes industriels disposent en effet de ressources la plupart du temps supérieures à celles des autres secteurs du champ politique et n'hésitent pas à s'en servir à la fois comme soutien direct aux mouvements et aux contre-mouvements et pour mener des campagnes d'information de grande envergure. Il semble difficile par exemple de ne pas tenir compte du poids d'*EDF* dans les difficultés du mouvement anti-nucléaire en France, surtout si on compare celui-ci à ses équivalents d'Europe de l'Ouest.

Plus généralement, les chances que se développe un mouvement revendicatif varient selon que le champ économique prend ou non en compte certaines demandes sociales, en fonction des logiques du marché. Par exemple, les associations de défense de handicapés se sont largement appuyées sur les entreprises de matériel spécialisé pour réclamer et obtenir l'équipement des lieux publics en accès praticables, etc. Plus subtilement encore, le champ économique

contribue quelquefois à la construction d'une cause, ou d'un problème, si celui-ci correspond à l'ouverture potentielle d'un marché. De ce point de vue, le besoin de sécurité des Français dans les années quatre-vingt s'est acompagné du développement d'entreprises spécialisées (sociétés de gardiennage, matériel de protection des habitations et des individus, etc.) qu'avec les statistiques de la petite criminalité.

Les intermédiaires du champ politique : Il s'agit là essentiellement des médias audiovisuels et écrits, auxquels il faut selon nous ajouter les instituts de sondages dont, au moins en France, le rôle est sans doute sous-estimé. La place centrale de ce secteur provient du fait qu'il constitue un point de passage privilégié, mais non exclusif, pour la circulation de l'information (cf schéma n°1).

Pour les mouvements, les médias permettent à la fois de communiquer avec les militants et les adhérents (au niveau interne), d'étendre le potentiel de mobilisation par l'information d'une large partie de la population, de neutraliser les opposants potentiels par l'imposition du sens à donner à leur action (communication externe).

Au niveau interne, la communication peut, en dehors des interactions de face à face, reposer sur des moyens d'information très divers. Dans les années récentes, par exemple, l'usage du minitel s'est répandu parmi les organisations, que l'on songe par exemple à son utilisation lors des événements étudiants de 1986, pendant le mouvement lycéen de 1990 ou par des organisations comme *ACT UP*.

Mais l'importance des moyens de communication s'avère encore plus centrale dans les rapports avec l'extérieur. Dans le cours de l'action, le mouvement doit, pour survivre, rechercher le soutien de l'Etat et la sympathie du public, donner une image de respectabilité et de légitimité à son action. Si l'on tient compte du rôle central des médias dans l'explication des processus d'engagement et de participation, il apparaît alors nécessaire d'approfondir à la fois les logiques de fonctionnement propres au champ médiatique et les stratégies d'information et de communication utilisées par les mouvements.

C'est ce que fait A. Mercier dans son analyse des relations conflictuelles qu'entretinrent les organisations opposées à la guerre du Golfe et la télévision française. Dans ce cadre, il montre justement que la création de nouvelles est un processus auxquel participent, avec des ressources inégales cependant, les médias, l'Etat et les mouvements. Ce faisant, il souligne fortement les limites des possibilités d'usage stratégique des médias par les contestataires. C'est que ceux-ci ont leur propre agenda et leurs propres cadres d'interprétation et sont fréquemment hostiles à la présentation des groupes par eux-mêmes, au nom d'une certaine éthique journalistique. Il est vrai aussi que certains mouvements n'ont jamais pu avoir accès à un champ médiatique bien verrouillé ; nous le montrons ici pour les mouvements de chômeurs.

Pourtant, il serait erroné de voir dans les relations entre médias et mouvements un jeu qui n'en serait plus un, par la disparition de toute possibilité d'action d'un des partenaires. La fabrication des nouvelles demeure un processus interactif et les mouvements jouissent, à des degrés divers, de possibilités tactiques. Selon les ressources dont ils disposent, les groupes protestataires peuvent d'abord attirer l'attention des médias par des modes d'action non routinisés. Rochon (1988) en donne plusieurs exemples dans son analyse du mouvement pour la paix en Grande-Bretagne. S'étant vu refuser un débat télévisé sur les questions de défense avec le ministre de la Défense britannique, les militantes d'une organisation pacifiste décident de s'enchaîner autour du périmètre de la base de Greenham Common en septembre 1981. Cela ne suffira pourtant pas à attirer les médias et il faudra que les militantes passent à l'action illégale et potentiellement violente pour obtenir enfin une couverture importante[28].

Les mouvements peuvent encore adopter une stratégie de retrait par la mise en place de leurs propres réseaux d'information. Ce fut le cas dans les années soixante-dix aux

28 - Ce qui n'est pas sans rapport avec le sexe des protestataires, les violences exercées sur des femmes constituant un événement attractif, notamment par les connotations sexuelles variées qu'elles recèlent. De ce point de vue, les manifestantes ont su trouver une parade à la stigmatisation antérieure de leur action au nom d'une image stéréotypée de la femme, peu faite pour l'affrontement, plus à sa place dans l'espace confiné mais protecteur du foyer.

USA, avec l'intense développement de la presse *underground* qui servit de "diffuseur" à l'idéologie radicale et de pôle unifiant pour la communauté révolutionnaire. A un degré moindre, la création du journal *Partage* par le *Syndicat des chômeurs* et celle d'*Action* par *ACT UP* relèvent de la même orientation stratégique.

Comme l'indique le schéma n°1, nous faisons une place, parmi les intermédiaires du champ politique, aux instituts de sondage. Il nous semblent en effet que ceux-ci jouent un rôle non négligeable dans la dynamique des mouvements sociaux, en tout cas en France. Ce rôle n'est évidemment qu'instrumental, étant donné qu'il s'agit d'entreprises commerciales dont l'activité est soumise aux commandes des autres secteurs du champ politique. Trois de ces secteurs, à des degrés divers ont recours aux services des instituts : les mouvements sociaux eux-même, bien que de façon sans doute marginale, pour des raisons de coût ; les groupes politiques institutionnalisés et, bien entendu, le pouvoir qui en plus de nombreuses enquêtes ad hoc dispose depuis plusieurs années d'un baromètre confidentiel (baromètre *SID-BVA*) le renseignant sur l'état de l'opinion à son égard mais aussi à l'égard des événements d'actualité, et donc des mouvements sociaux. Enfin, les médias se font largement l'écho des résultats d'enquêtes publiques, faisant connaître à l'ensemble du champ politique et social l'opinion des Français sur telle ou telle organisation, sur la légitimité de telle ou telle revendication.

S'il est évidemment abusif de parler de "gouvernement au sondage", comme on a pu le faire après le discours de M. Rocard à Joué-les Tours (20 septembre 1990), il ne fait en revanche pas de doute que le pouvoir module ses stratégies de réponse aux mouvements en fonction de leur popularité dans l'opinion, et, plus précisément encore, dans les catégories sociales qui constituent ses soutiens électoraux les plus déterminés.

Plusieurs contributions font allusion à l'effet des sondages sur la dynamique des mobilisations. C. Polac établit un lien entre l'impopularité des agents des Finances (l'image du fisc associée à celle du fonctionnaire privilégié) et l'insensibilité du pouvoir aux revendications. P. Hassenteufel montre en

revanche comment l'image très positive des infirmières dans l'opinion aura contribué à faire naître des sympathies émues dans le personnel politique (notamment le Président Mitterrand) et, pour une part, à l'obtention de résultats. De son côté, J. M. Durand nous explique combien les collectifs anti-guerre se sont longtemps réclamés du sentiment anti-guerre de la population comme instrument de légitimation de la protestation. Soumises à la contrainte de l'audimat, les télévisions sont attentives à cet aspect des choses, d'autant qu'elles sont elles-mêmes commanditaires de sondages. La mesure des effets politiques des sondages sur la dynamique des mobilisations apparaît donc comme un terrain d'investigation intéressant et pour l'instant encore inexploré.

Mouvements et contre-mouvements : Enfin, la carrière des mouvements sociaux dépend encore des interactions existant avec les autres organisations de mouvement social, et notamment les contre-mouvements. Plusieurs auteurs se sont intéressés à l'apparition de contre-mouvements dans le cours des processus de mobilisation, et à leurs effets sur les chances de succès des contestataires. Zald et Useem (1987) ont analysé ces interactions en cherchant a dresser la liste des types de conflit surgissant entre mouvements et contre-mouvements. Dans le même esprit, Mac Adam (1983) a étudié la succession des tactiques mises en oeuvre par les défenseurs et les adversaires du mouvement des droits civiques. Il montre comment le niveau d'activité du mouvement augmenta avec l'introduction de nouvelles formes tactiques, pour ensuite décliner lorsque les opposants mirent au point une stratégie adaptée aux nouvelles conditions tactiques. Dans la section suivante, nous reviendrons sur le jeu complexe entre les différentes organisations de mouvement.

Le concept de structure des opportunités politiques tel que nous l'avons décrit permet d'identifier avec précision les différents secteurs avec lesquels les mouvements sociaux peuvent entrer en interaction et donc les opportunités et les ressources potentiellement disponibles. Il ne s'agit pourtant que d'une description à plat qui ne tient pas compte des évolutions des différents secteurs dans le temps, des systèmes d'alliance et de conflit qui se nouent et se dénouent au gré des contextes

sociaux. Dans la section suivante nous faisons l'hypothèse que le concept de champ multi-organisationnel permet de décrire comment des configurations spécifiques se mettent en place selon les situations, et de manière évolutive, pour chaque mouvement.

Les champs multi-organisationnels

Depuis les travaux fondateurs de Gerlach et Hine (1970) qui ont attiré l'attention sur la structure multipolaire et segmentée des mouvements sociaux, plusieurs auteurs se sont penchés sur l'analyse des interactions complexes entre les différents groupes d'un même mouvement. Melucci, par exemple, définit les organisations comme des réseaux de mouvements, des *"espaces d'agrégation"* (1983) ou des *"ères de mouvements"*, au sens de Gerlach et Hine (1970) : *"plutôt que de mouvements on devrait parler d'espaces de rassemblement (espaces d'agrégation) : il existe entre les groupes de jeunes, les femmes, le champ de l'écologie et de la contre-culture, un réseau diffus de groupes, de points de rencontre, de circuits de solidarité qui diffèrent profondément de l'image de l'acteur collectif organisé politiquement"* (1983, p 14). L'apport de cette définition demeure cependant limité dans la mesure où celle-ci vient en appui d'une thèse sur la discontinuité analytique entre mouvements classiques et nouveaux mouvements sociaux.

De ce point de vue, le concept de champ multi-organisationnel élaboré par Curtis et Zurcher (1973) va plus loin. Selon ces auteurs, *toutes* les organisations de mouvement social sont prises dans un champ multi-organisationnel, défini comme le nombre total possible d'organisations avec lesquelles il est possible d'établir des liens spécifiques. L'originalité supposée des nouveaux mouvements sociaux s'en trouve gommée. Ils soulignent ensuite que le champ multi-organisationnel est de nature duale, avec un système d'alliance mais aussi un système de conflit. Enfin, les processus inter-organisationnels se situent à deux niveaux qui se chevauchent conceptuellement : au niveau organisationnel, les réseaux s'établissent par des activités, des militants, des dirigeants, des

cibles communes ; et au niveau individuel, où les réseaux s'établissent par les affiliations multiples des militants.

Les auteurs se sont d'abord intéressés aux supports externes que recoivent les mouvements. Ces supports jouent un rôle fondamental dans l'apport de ressources, notamment pour les groupes à faible pouvoir social (Mac Carthy & Zald, 1979, 1987 ; Jenkins & Perrow, 1977). D'où, chez Mac Carthy et Zald, le concept d'organisation professionnelle de mouvement social (*professional SMO*) qui se caractérise par la provenance essentiellement externe des ressources, les leaders étant des entrepreneurs professionnels non personnellement impliqués dans les buts du mouvement. Mac Carthy (1987) montre par exemple que la victoire du mouvement anti-abortif aux USA ne s'explique pas par son recrutement ou sa faveur dans l'opinion mais par l'aide importante apportée par l'église catholique et les fondamentalistes protestants à travers la mobilisation de leurs propres réseaux, la mise à disposition de fonds, de locaux. Dans la suite du texte, plusieurs contributions font une place importante au rôle de ces soutiens externes. Par exemple, F. Bourneau et V. Martin insistent sur l'instrumentalisation par l'*APEIS* du soutien de personnalités médiatiques. J. Simeant et moi-même soulignons à quel point les églises constituent un allié indispensable à la mise en place de l'action collective pour les groupes à faibles ressources. L'analyse s'enrichit encore par la prise en compte des organisations indigènes (c'est-à-dire regroupant des membres partageant les mêmes problèmes que ceux du groupe mobilisé), notamment avec les analyses du mouvement noir aux USA (Mac Adam, 1982 ; Morris, 1984)[29].

Mais, le champ multi-organisationnel ne se réduit pas à un système d'alliance et il faut également prendre en compte l'existence d'un système de conflit. Celui-ci est en interaction constante avec le système d'alliance, affectant tout à la fois ses

29 - De manière générale, on peut faire l'hypothèse que les liens les plus forts sont à attendre entre les mouvements du même secteur, mais des organisations appartenant à des secteurs différents peuvent, au moins ponctuellement s'allier. Si le secteur de l'anti-racisme et de l'anti-lepénisme est surtout composé d'organisations dont les buts sont essentiellement la défense des immigrés et des droits de l'homme, les actions communes regroupent également des organisations plus atypique dans ce cadre, par exemple *ACT UP* ou le Grand Orient de France.

valeurs, ses buts et sa tactique. Il est important de ne pas négliger cette étroite interdépendance entre le développement des systèmes d'alliance et des systèmes de conflit. En effet, le discours mobilisateur d'un mouvement ne s'adresse pas seulement à ses soutiens actifs et potentiels. Il vise également les opposants et un grand nombre des arguments échangés émergent de cette interaction.

Le système de conflit se compose selon les cas de contre-mouvements[30], des représentants et des alliés du système concurrencé: agences spécialisées du système politico-administratif, groupes institutionnalisés, médias quelquefois. Ce fut ouvertement le cas lors de la lutte menée autour de la légalisation de l'avortement, à la fois aux USA et dans les pays d'Europe, avec la succession de manifestations et de contre-manifestations. Ca l'est encore actuellement avec les manifestations (ou meetings) de l'extrême-droite et la "riposte" des contre-manifestations anti-racistes (Mayer, 1993).

Au-delà de ces affrontements visibles, il est possible de déterminer, pour chaque mouvement, un système de conflit plus ou moins ouvert. Il est clair par exemple qu'*ACT UP* se heurte en permanence à la pression de l'église catholique (notamment sur la question du préservatif et sur celle de la prévention dans les établissements scolaires du secondaire), des laboratoires pharmaceutiques dont les intérêts sont remis en cause et, bien entendu, d'agences spécialisées de l'Etat comme l'*AFLS*.

Enfin, au sein même de chaque système d'alliance, il peut encore exister des conflits entre des organisations hétérogènes ou en concurrence pour la maîtrise du réseau. J. M. Durand explique parfaitement dans cette perspective à quel point les stratégies divergentes des quatre collectifs anti-guerre et la situation de concurrence dans laquelle ceux-ci se placèrent ont pu jouer sur les développements de la mobilisation. D'autre part, J. Simeant et moi-même avons souligné dans nos contributions combien les églises pouvaient avoir in fine un rôle néfaste sur les chances de succès d'un mouvement par le renforcement de la désignation des personnes mobilisées en termes de population marginale et, surtout, en anesthésiant par leur présence même le potentiel protestataire des groupes.

30 - Sur les problèmes de définition des contre-mouvements, cf. Lo (1982).

La forme spécifique d'un champ multi-organisationnel n'est jamais donnée. Elle évolue en permanence en fonction des mouvements et de situations changeantes dans le temps. En particulier, il y a de fortes chances que le nombre d'organisations engagées dans tel ou tel système d'alliance ou de conflit s'accroisse et se contracte en fonction des cycles de protestation. En effet, au sommet d'un cycle, la plupart des organisations actives dans le champ politique seront impliquées à des degrés divers. Que l'on songe par exemple à mai-juin 1968 en France. En conséquence, la composition même d'un système d'alliance est susceptible de varier en fonction des modifications du cycle de mobilisation. Les acteurs traditionnels les plus institutionnalisés finissent par prendre parti au sommet du cycle, alors qu'en fin de cycle, les alliances ne regroupent plus que des réseaux radicaux marginalisés (ce qu'illustrent Della Porta et Tarrow (1986) à propos du glissement terroriste en Italie à la fin des années soixante-dix).

Pour finir, rappelons que la constitution des champs multi-organisationnels dépend fortement des relations individuelles qu'entretiennent les personnes potentiellement mobilisables pour telle ou telle cause. En effet, les individus appartiennent à des organisations (églises, clubs de loisir, syndicats, partis) et des groupes (amis, voisins, collègues de travail, chorales, etc.). Or, c'est en fonction de différences de classe, de sexe, de race, de religion, etc. que ceux-ci se rassemblent dans ces groupes primaires. Bien avant qu'un mouvement ne se développe et qu'un système d'alliance ne se constitue, préexistent dans la société des secteurs variés, fédérés autour d'opinions et de systèmes d'opposition propres. La composition de ces secteurs dessine les contours initiaux du champ multi-organisationnel du futur groupe de contestation. On peut donc faire l'hypothèse que les groupes primaires, par les liens identitaires qu'ils créent et/ou entretiennent, jouent un rôle fondamental dans la motivation à la participation et dans la constitution des réseaux de mouvements. Par exemple, J. M. Durand montre dans sa contribution comment ceux qui s'étaient regroupés dans l'opposition à la guerre du Golfe se sont à nouveau retrouvés dans l'opposition au traité de Maastrich, pour

finalement s'institutionnaliser en partie dans le *Mouvement des citoyens*, sous la bannière de J. P. Chevènement.

Dans un modèle qui prend en compte à la fois le niveau du champ multi-organisationnel et celui de la construction sociale de la protestation, on est logiquement amené à ne plus considérer les processus de mobilisation dans le simple cadre d'une organisation faisant appel à un individu isolé. La logique individuelle est supplantée par la logique de groupe, dans un contexte de relations personnelles dans lesquelles les liens individuels entre membres nourrissent un sentiment d'obligation de chacun envers chacun. Dans ces conditions, le problème du cavalier seul, au sens de Olson (1987) perd toute centralité puisque l'on considère que l'acteur est pris dans des réseaux de groupes ; on s'intéresse donc tout naturellement aux contextes dans lesquels les individus évoluent et nouent ces relations de groupe. De ce point de vue, l'analyse réalise un va et vient constant entre le niveau micro-sociologique des relations interpersonnelles et le niveau macro-sociologique des relations entre les différents secteurs du champ politique pris dans des systèmes d'alliance et de conflit.

Olivier Fillieule
IEP Paris-CEVIPOF

Ouvrages et articles cités

Acker. F (1991) : "La Fonction de l'infirmière. L'imaginaire nécessaire", *Sciences sociales et santé*, vol IX, n°2, juin, pp 123-143.
Affichard. J & Foucauld. J. B (de) (1992) : *Justice sociale et inégalités*, Paris, Editions Esprit.
Altheide. D. L & Gilmore. R. P (1972) : "The Credibility of Protest", *The American Sociological Review*, 37 (1), pp 99-108.
Austin. J. L (1970) : *Quand dire c'est faire*, Le Seuil, Paris.
Bagguley. P (1991) : *From protest to acquiescence. Political Movements of the Unemployed*, Macmillan Education LTD, London.
Balme. R (1990) : "L'Action collective rationnelle dans le paradigme d'Olson", *L'Année sociologique*, vol 40, pp 263-285.
Barker. A et alii (1984) : "Trades Unions and the Organisation of the Unemployed", *British Journal of Industrial Relations*, 22, (3), pp 391-404.
Bénévise. N (1993) : *Journal d'une infirmière*, Plon, Paris.
Benford. R. D (1987) : *Framing Activity, Meaning, and Social Movement Participation*, thèse non publiée, microfichée, Ann Arbor, Mi.
Berger. P & Luchman. Th (1986) : *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, (1° édition anglaise en 1966).
Birnbaum. P & Leca. J (dir) (1986) : *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP.
Birnbaum. P (1989) : "L'Impossible Etat à l'américaine", *L'Etat de la France*, La découverte, pp.346-351.
Blumer. H (1951) : "Collective Behavior", in Mac Lung Lee, A (dir), *Principles of Sociology*, Barnes et Noble, (1° édition en 1939), pp 166-222.
Blumer. H (1957) : "Collective Behavior", in Gittler. J. B (dir), *Review of Sociology. Analysis of a Decade*, John Wiley & Sons, pp 127-158.
Boltanski. L (1982) : *Les Cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, éditions de Minuit.
Bourdieu. P (1963) : *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton.
Bourdieu. P (1981) : "La Représentation politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37.
Bourdieu. P (1982) : *Ce que parler veut dire*, Fayard, Paris.
Bourdieu. P (1984) : "La Délégation et le fétichisme politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, pp 49-55.
Bourdieu. P (1993) : *La Misère du Monde*, Paris, Seuil.
Bourdon. J (1980) : *Les Conflits sociaux dans les magazines d'information télévisée et dans la presse hebdomadaire. 1959-1966*, Mémoire de DEA, IEP Paris.

Brand. K. W (1985) : *Neue Soziale Bewegungen in Westeuropa und den USA*, Francfort et New York, Campus.
Brand. K. W (1990) : "Cyclical Aspects of New Social Movements : Waves of Cultural Criticism and Mobilization Cycles of New Middle-Class Radicalism", in Dalton. R & Kuechler. M (dir) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 23-42.
Braud. Ph. (1991) : *Le Jardin des délices démocratiques*, Paris, Presses de la FNSP.
Braud. Ph (dir) (1993) : *La Violence politique dans les démocraties occidentales*, Paris, L'Harmattan, collection *Cultures et conflits*.
Burman. P (1990) : *Killing Time, Losing Ground : Experience of Unemployment*, Toronto, Thompson Educational Pub.
Cantril. A. H & Cantril. S. D (1978) : *Unemployment, Government and the American People. A National Opinion Survey*, Washington DC, Public Research.
Carter. G. M (1992) : *ACT UP. The AIDS War and Activism*, Open Magazine, Pamphlet series.
Cautres. B (1989) : "L'effet chômage", in Charlot. M (dir), *L'effet Thatcher*, Economica, Paris,.
Cerny. Ph (1982) : *Social Movements and Protest in France*, Frances Pinter, London.
Césari. J (1991) : "Guerre du Golfe et Arabes de France", *Revue du monde musulman et de la Méditérranée*, N°hors-série: *Crise du Golfe : la logique des chercheurs*, pp 125-129.
Cézard. M (1986) : "Le Chômage et son halo", *Economie et statistique*, n°193-194, pp 77-82.
Champagne. P (1990) : "La Manifestation comme action symbolique", In Favre. P (dir) : *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, pp 329-356.
Chazel. F (1992) : "Les Mouvements sociaux", in Boudon. R (dir), *Traité de sociologie*, chapitre 7, Paris, PUF, pp 263-312.
Chong. D (1991) : *Collective Action and the Civil Rights Movements*, The University of Chicago Press, Chicago, 1991.
Clément. J. M (1990) : *Les Pouvoirs à l'hôpital*, Berger-Levrault, Paris.
Cohen. J. L (1985) : "Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements", *Social Research*, 52, n°4, pp 663-716.
Cohn. R. M & alii (1977) : *The Consequences of Unemployment on Evaluation of Self*, Ann Arbor, Dept. of Sociology, University of Michigan.
Croucher. R (1987) : *We Refuse to Starve in Silence : A History of the National Unemployed Workers' Movement, 1920-1946*, London, Laurence and Wishart.

Cucrowicz. H (1981) : *L'Homme en lambeaux. Les effets du chômage consécutifs à un licenciement économique*, Lille, Lastrée, ronéo.
Curtis. R. L & Zurcher. L. A (1973) "Stable Resources of Protest Movement: The Multi-Organizational Field", *Social Forces*, 52, pp 53-61.
Dagenais. B (1992) : "Media in Crises : Observers, Actors or Scapegoats ?", dans Dagenais. B & Raboy. M (dir) : *Media, Crisis and Democracy*. Londres , Sage.
Dalton. R. & Kuechler. M (dir) (1990) : *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press, Polity Press.
Daniel. W. W & Stilgoe. E (1977) : *Where are they Now ? A Follow-up Study of the Unemployed*, PEP Broadsheet, vol 43, n°572, octobre.
De Nardo. J (1985) : *Power in Numbers*, Princeton, Princeton University Press.
Deacon. A (1978) : "The Scrounging Controversy : Public Attitudes toward the Unemployed in Contemporary Britain", *Social and Economic Administration*, vol 12, pp 120-135.
Debrest. P (1992) : "De l'infirmière coordonnée à la santé unifiée", *Critique communiste*, n°113-1145, janvier, pp 27-30.
Dedecker. R (1991) : *The Right of Asylum in Europe. Some Proposals on Accelerated Procedures for the Twelve Member States*, Genève, UNHCR.
Delgado. G (1986) : *Organizing the Poor. The Roots and Growth of ACORN*, Philadelphia, Temple University Press.
Della Porta. D & Tarrow. S (1986) : "Unwanted Children : Political Violence and the Cycle of Protest in Italy, 1966-1973", *European Journal of Political Research*, 14, pp 607-632.
Demazière. D (1992) : "Les Identités de chômeurs de longue durée", *RFS*, juillet-septembre, XXXIII-3.
Dethyre. R & Zediri-Corniou. M (1992) : *La Révolte des chômeurs*, Laffont, Paris.
Dobry. M (1986) : *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP.
Dobry. M (1990) : "Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations de novembre-décembre 1986", in Favre. P (dir) : *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, pp 357-386.
Du Haut Cilly. B, Delaporte. F, Gottelly. J (1991) : "Les Infirmiers diplômés d'Etat, formation et emploi : un équilibre fragile", *Solidarité Santé*, n°3, juillet-septembre.
Duhart. J & Charton-Brassard. J (1973) : "Réforme hospitalière et soin infirmier sur ordonnance médicale", *Revue française de sociologie*, vol XIV, n°spécial, pp 77-101.

Dulac. F (1992) : "Du refus de la maladie à une prise en charge exigeante, le rôle des associations issues des milieux homosexuels", dans Favre. P (dir) : *Sida et politique, les premiers affrontements (1981-1987)*, L'Harmattan, pp 61-74.
Dupoirier. E (1992) : "De la crise à la guerre du Golfe : un exemple de mobilisation de l'opinion", *L'Etat de l'opinion*, Paris, Le Seuil.
Durand. C (1981. a) : *Chômage et violence, Longwy en lutte*, Editions Gallilée, Paris.
Durand. C (1981. b) : Présentation au numéro spécial de la *RFS* intitulé "Politiques de l'emploi et action collective", n°23/2.
Durand. J. M (1992) : *Identification de la notion de pacifisme en France et sociologie d'une mobilisation : les "pacifistes" et "anti-guerre" durant la crise du Golfe (août 1990-mars 1991)*, mémoire de DEA, sous la direction de P. Favre, IEP Paris.
Duyvendack. J. W (1992) : *The Power of politics. New Social Movements in an Old Polity : France 1965-1989*, Thèse pour le doctorat d'Etat à l'université d'Amsterdam (à paraître en 1993 chez Boulder, USA, Westview).
Duyvendack. J. W (1993) : "Une "communauté" homosexuelle en France et aux Pays-Bas ? Blocs, tribus et liens", *Sociétés*, N°39, pp 75-81.
Edelman. M (1969) : "Escalation and Ritualization of Political Conflict", *American Behavioral Scientist*, 13, septembre-décembre 1969, pp 231-245.
Edelman. M (1971) : *Politics as a Symbolic Action*, New York, Academic Press.
Edelman. M (1977) : *Political Language : Words that Succeed, and Policies that Fail*, New York, Academic Press.
Eisinger. P. K (1973) : "The Conditions of Protest Behavior in American Cities", *American Political Science Review*, 67, pp 11-28.
Engbersen. G (1989) : "Cultures of Long-Term Unemployment in the New West", *The Netherlands Journal of Social Sciences*, Vol 25, n°2, pp 75-96.
Fantasia. R (1988) : *Cultures of Solidarity : Consciousness, Action and Contemporary American Workers*, Berkeley, University of California Press.
Favre. P & Fillieule. O (1992) : *Manifestations pacifiques et manifestations violentes dans la France contemporaine (1982-1990)*, rapport à l'IHESI, dactyl.
Favre. P & Fillieule. O (1993) : "Engagement, modes de participation et comportements protestataires. L'exemple des manifestations en France dans les années 80", rapport au colloque *L'Engagement politique, déclin ou mutation ?*, 4-6 mars, CEVIPOF, dactyl.
Favre. P (1982) : "La Relation sociale", dans Lennep. J (dir) : *Relation et relations, contribution à l'étude de l'idée et de l'attitude relationnelle*, Crisnée, Liège, Belgique, Yellow Now, pp 123-138.
Favre. P (dir) (1990) : *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP.
Favre. P (dir) (1992) : *Sida et politique. Les premiers affrontements (1981-1987)*, Paris, L'Harmattan.
Fernandez. R & Mac Adam. D (1989) : Multiorganizational Fields and Recruitment to Social Movements, in Klandermans. B (dir) : Organizing for Change : Social Movement Organization Across Cultures, Greenwich, conn, JAI-Press.
Ferree. M & Miller. F. D (1985) : "Mobilization and Meaning : Toward an Integration of Social Psychological and Resource Perspectives on Social Movements", *Sociological Inquiry*, 55, pp 38-61.
Fillieule. O & Péchu. C (1993) : *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan.
Fillieule. O (1989) : *La Dynamique politique d'une population marginale : les sans emploi*, mémoire pour le DEA d'Etudes Politiques de l'IEP de Paris, sous la direction de P. Favre.
Fillieule. O (1993) : "L'Emergence de la violence dans la manifestation de rue. Eléments pour une analyse étiologique", dans Braud. Ph (dir) : *La Violence politique dans les démocraties occidentales*, Paris, L'Harmattan.
Fireman. B & Gamson. W (1979) : "Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective", in Zald. M & Mac Carty. J (dir) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge Mass, Winthrop.
Folsom. F (1991) : *Impatient Armies of the Poor. The Story of Collective Action of the Unemployed, 1808-1942*, University Press of Colorado.
Foucauld (de). J. B (1993) : "Besoin de spirituel", in *Le Monde des débats*, janvier.
Freeman. J (1975) : *The Politics of Women Liberation*, New York, Longman.
Freidson. E (1984) : *La Profession médicale*, Payot, Paris.
Fryer. D & Ullah. Ph (1987) : *Unemployed People : Social and Psychological Perspectives*, Milton Keynes, England, Philadelphia, PA, Open University Press.
Galland. O & Louis. M. V (1981) : "Chômage et action collective", in "Le Chômage, politique d'emploi et action collective", *Sociologie du travail*, N°23/2.

Gamson. J (1989) : "Silence, Death, and the Invisible Enemy : AIDS Activism and Social Movement "Newness", *Social Problems*, 36, pp 351-367.
Gamson. W, Fireman. B, Rytina. S (1982) : *Encounters with Unjust Authorities*, Homewood, the Dorsey Press.
Gamson. W & Modigliani. A (1989) : "Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : A Constructionist Approach", *American Journal of Sociology*, 95 (1), pp 1-37.
Gamson. W & Schmeidler. E (1984) : "Organizing the Poor : An Argument with Frances Fox Piven and Richard A. Cloward, *Poor People's Movements : Why They Succeed, how They Fail*", *Theory and Society*, 13, pp 567-585.
Gamson. W (1975) : *The strategy of social protest*, The Dorsey Press, Homewood.
Gamson. W (1984) : *What's News : A Game Simulation of TV News*, NY, The Free Press, 1984.
Gamson. W (1988. a) : "Le Legs de Goffman à la sociologie politique", *Politix*, n°3/4, pp 71-80.
Gamson. W (1988. b) : "Political Discourse and Collective Action", dans Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI.
Gamson. W (1992. a) : Talking About Politics.
Gamson. W. A (1992. b) : "The Social Psychology of Collective Action", dans Morris. A. D & McClurg Mueller. C (dir) : *Frontiers in Social Movements*, Yale University Press, New Haven and London, pp 53-76.
Gans. H (1979) : *Deciding What's News*, New York, Pantheon.
Garner. R. A, Zald. M (1985) : "The Political Economy of Social Movement Sectors", dans Suttles. G et Zald. M. N (dir) : *The Challenge of Social Control*, Norwood, Ablex, pp 119-145. Republié dans Zald. M. N & Mac Carthy. J. D (dir) (1987) : *Social Movements in an Organizational Society*, Transaction Books, pp 293-318.
Garrigou. L & Lacroix. B (1987) : "Le vote des chômeurs", in *Les Temps Modernes*, novembre-décembre, n°496-497.
Geay. B (1991) : "Espace social et "coordinations" : le mouvement des instituteurs de l'hiver 1987", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°7, pp 2-24.
Genette. G (1987) : *Seuils*, Editions du Seuil, collection poétique, Paris.
Gerlach. L. P, Hine. V. H (1970) : *Power, People, Change*, Indianapolis, Bobbs-Merill.

Gitlin. T (1980) : *The Whole World is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press.
Glasgow University Media Group, (1976 & 1980) : *Bad News* (vol.1) et *More Bad News* (vol.2) Londres, Routledge & Keagan.
Goffman. E (1973) : *La Mise en scène de la vie quotidienne*. Tome 1 : "La Présentation de soi", Editions de Minuit.
Goffman. E (1991) : *Les Cadres de l'expérience*, Minuit, Paris.
Golding. P & Middleton. S (1978) : "Why is the Press so Obsessed with Welfare Scroungers ?", *New Society*, octobre, pp 195-197.
Goodnight. G. T & Poluakos. J (1981) : "Conspiracy Rhetoric : From Pragmatism to Fantasy in Public Discourse", *Western Journal of Speech Communication*, 45, pp 299-316.
Grawitz. M & Leca. J (dir) (1985) : *Traité de science politique*, Paris, PUF.
Gremy. J. P (1991) : "Les Demandeurs d'asile en France en 1990", *Sociétés Contemporaines*, n° 6, juin , pp. 127-156.
Groux. G & Mouriaux. R (1993) : "Syndicalisme sans syndiqués : dimensions et dilemmes", in *L'Engagement politique : déclin ou mutation*, pré-actes du colloque du CEVIPOF, Paris, 4-6 mars 1993.
Gurr. T (1970) : *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press.
Hadden. J. K & Swann. Ch. E (1981) : *Prime Time Preachers : The Rising Power of Teleevangelism*. Reading, MA, Addison-Wesley.
Hassenteufel. P (1989) : *Emergence de mouvement identitaires limités et crise de la représentation*, mémoire de DEA, Université de Paris I.
Hassenteufel. P (1991) : "Pratiques représentatives et construction identitaire: une approche des coordinations", *Revue française de science politique*, vol 41, n°1, février, pp 5-27.
Heirich. M (1968) : *The Spiral of Conflict. Berkeley, 1964*, Columbia, Columbia University Press.
Hilgartner. S & Bosk. C. L (1988) The Rise and Fall of Social Problems : A Public Arenas Model", *American Journal of Sociology*, 94 (1), pp 58-78.
Hirsch. E. L (1990) : "Sacrifice for the Cause : The Impact of Group Processes on Recruitment and Commitment in Protest Movements", *American Sociological Review*, 55, pp 243-254.
Hirschman. A (1972) : *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Les Editions ouvrières, Paris.
Hobsbawm. E. J (1984) : "Should Poor People Organize ?", in Hobsbawm. E. J (dir) : *Worlds of Labour*, London, Weidenfeld & Nicolson.
Ianova. M (1991) : *Le chômage et ses effets politiques*, OIP, 1991.

Imbert. F (1992) : "Coordination et profession", dans Kergoat (dir) (1992) : *Les Infirmières et leur coordination, 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 67-81.
Inglehart. R (1990) : *Cultural Shifts in Advanced Industrial Societies*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
Jahoda. M (1982) : *Employment and Unemployment, a Social-Psychological Analysis*, Cambridge University Press.
Jazouli. A (1986) : *L'Action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris, CIEMI & L'Harmattan.
Jeffries. V, Turner. R. H & Morris. R. T (1971) : "The Public Perception of the Watts Riots as Social Protest", *American Sociological Review*, 36 (3), pp 443-451.
Jenkins. J. C & Perrow. Ch (1977) : "Insurgency of the Powerless : Farm Worker Movement (1946-1972), *American Sociological Review*, n°42, pp 249-268.
Jenkins. J. C (1983) : "Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements", *Annual Review of Sociology*, 9, pp 527-553.
Jenkins. J. C (1985) : *The Politics of Insurgency : The Farm Worker Movement in the 1960s*, New York, Columbia University Press.
Jennings. M. K & Van Deth. J (dir) (1990) : *Continuities in Political Action : A Longitudinal Study of Political Orientations in Three Western Democracies*. Berlin, De Gruyter.
Jenson. J (1987) : "Changing Discourse, Changing Agendas : Political Rights and Reproductive Policies in France", in Katzenstein. M & Mueller. C (dir) : *The Women's Movements of the United States and Western Europe : Consciousness, Political Opportunity, and Public Opinion*, Philadelphia, Temple University Press.
Junankar. P. N (1988) : *Very Long-Term Unemployment* : Main Report, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, Washington DC.
Katzenstein. M & Mueller. C (dir) (1987) : *The Women's Movements of the United States and Western Europe : Consciousness, Political Opportunity, and Public Policy*, Philadelphia, Temple University Press.
Kelvin. P (1981) : "Work as a Source of Identity : The Implications of Unemployment", *British Journal of Guidance and Counselling*, vol 9, pp 2-11.
Kergoat. D (1992. a) : "La Coordination infirmière, un mouvement de femmes", dans Kergoat (dir) : *Les Infirmières et leur coordination 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 115-125.
Kergoat. D (1992. b) : "Gestion de la mixité dans un mouvement social", dans Kergoat (dir) : *Les Infirmières et leur coordination 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 126-143.

Kielbowicz. R & Scherer. C (1986) : "The Role of the Press in the Dynamics of Social Movements", in : Kriesberg. L (Dir) : *Research in Social Movements, Conflicts and Change*. JAI Press.
Kingsford. P (1982) : *The Hunger Marchers in Britain, 1920-1939*, London, Laurence and Wishart.
Kitschelt. H (1986) : "Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies", *British Journal of Political Science*, 16, pp 57-85.
Kitschelt. H (1988) : "Organization and Strategy in Belgian and West German Ecology Parties", *Comparative Politics*, 20, pp 127-154.
Kitschelt. H (1991) : Resource Mobilization Theory : A Critique", dans Rucht. D (dir) : *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, Frankfurt am Main, Boulder, Westview, pp 323-347.
Klandermans. B (1984) : "Mobilization and Participation : Social Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, 49, pp 583-600.
Klandermans. B (1986) : New Social Movements and Resource Mobilization: The European and the American Approach", *Journal of Mass Emergencies and Disaster*, 4, pp 13-27.
Klandermans. B (1988) : "The Formation and Mobilization of Consensus" in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 173-196.
Klandermans. B (1990) : "Linking the "Old" and the "New" : Movement Networks in the Netherlands", dans Dalton. R & Kuechler. M (dir) : *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press.
Klandermans. B (1991) : "New Social Movements and Resource Mobilization : The European and the American Approach Revisited", dans Rucht. D (dir) : *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, Frankfurt am Main, Boulder, Westview, pp 17-46.
Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) (1988) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI.
Klandermans. B. & Oegema. D (1987) : "Political Networks, Innovations and Barriers. Steps Toward Participation into Social Movements, American Sociological Review, vol 52, pp 519-531.
Knibiehler. Y (dir) (1984) : *Cornettes et blouses blanches : les infirmières dans la société française 1880-1980*, Hachette, Paris.
Komarowsky. M (1940) : *The Unemployed Man and His Family*, New York, Octagon.

Kriegel. A (1970) : *Les Communistes français*, 2° édition.
Kriesi. H (1988) : "The Interdependance of Structure and Action. Reflections on the State of the Art", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 349-368.
Kriesi. H (1989) : "New Social Movements and the New Class in the Netherlands", *American Journal of Sociology*, (94), 5.
Langlois. D (1992) : *Les Partageux ne meurent jamais*, Paris, Les Belles lettres.
Lapeyronnie. D (1987) : "Assimilation, mobilisation et action chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine", *Revue française de sociologie*, vol 28, n°2, pp 287-318.
Lapeyronnie. D (1988) : "Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources?", *Revue française de sociologie*, 29, pp 593-619.
Lash. S (1984) : *The Militant Worker. Class and Radicalism in France and America*, London, Heinemann.
Latour. B (1988) : *La Vie de laboratoire*, Paris, La Découverte.
Lauer. R (1981) : *The Meaning and Uses of Social Time*, New York.
Lavau. G (1982) : *A Quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard.
Lazarsfeld. P, Jahoda. M & Zeisel. H (1982) : *Les chômeurs de Marienthal*, préface de Pierre Bourdieu, Editions de Minuit, Paris.
Le Doaré. H (1992) : "Esquisse pour une double interprétation des événements" dans Kergoat (dir) (1992) : *Les Infirmières et leur coordination 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 85-103.
Lecerf. E (1992) : *La Famine des temps modernes. Essai sur le chômeur*, Paris, L'Harmattan.
Les Temps modernes (1987) : "Chômage et chômeurs", n°11/12.
Liem. R (1987) : "The psychological Cost of Unemployement : A Comparison of Findings and Definitions", in Social Research, vol. 54, n°2.
Linhart. V (1992) : "Les Dix de Renault-Billancourt. Les enjeux d'une mobilisation d'appareil, juillet 1986-décembre 1989", in *Revue Française de Science Politique*, vol. 42, n°3.
Lipiansky. E. M, Taboada-Leonetti. I, Vasquez. A (1990) : "Introduction à la problématique de l'identité", dans Camilleri et alii : *Stratégies identitaires*, P.U.F., Paris, pp 7-26.
Lipsky, M. (1968) : "Protest as a Political Resource", *American Political Science Review*, vol. 62, n°4, pp. 1144-1158. (Traduction française in *Revue Française de Science Politique*, 1981).

Lipsky. M (1970) : *Protest in City Politics. Rent Strikes, Housing and the Power of the Poor*, Chicago, Rand Mac Nally & Company (American Politics Research Series).
Lipsky. M (1981) : "La Contestation comme ressource politique", in Padioleau. J : *L'Opinion publique*, Paris, Mouton,
Litton. I & Potter. J (1985) : "Social Representations in the Ordinary Explanation of a "Riot"", *European Journal of Social Psychology*, 15, 371-388.
Lo. C. (1982) : "Countermovements and Conservative Movements in the Contemporary US", *Annual Review of Sociology*, 8, pp 107-134.
Maassen. G & De Goede. M (1989) : "Public Opinion about Unemployed People in the Period 1975-1985 ; The Case of the Netherlands", *The Netherlands Journal of Social Science*, Vol 25, n°2, pp 97-113.
Mac Adam. D (1982) : *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, The University of Chicago Press.
Mac Adam. D (1983) : "Tactical Innovation and the Pace of Insurgency", *American Sociological Review*, 48, pp 735-754.
Mac Adam. D (1986) : "Recruitment to High Risk Activism : The Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology*, 92, pp 64-90.
Mac Adam. D (1988. a) : *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press.
Mac Adam. D (1988. b) : "Micro-Mobilization Context and Recruitment to Activism", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 125-154.
Mac Adam. D (1989) : "The Biographical Consequences of Activism", *American Sociological Review*, 54, pp 744-760.
Mac Adam. D, Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (1988) : "Social Movements", in Smelser. N (dir) : *Handbook of Sociology*, Sage publications.
Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (1973) : *The Trend of Social Movements in America : Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown, N. J. General Learning Corporation.
Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (1977) : "Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory", *American Journal of Sociology*, 82, pp 1212-1239.
Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (dir) (1979) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Mass, Winthrop.
Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (dir) (1987) : *Social Movements in an Organizational Society*, Transaction Books.

Mann. P (1990) : "Les Manifestations dans la dynamique des conflits" in P. Favre (dir), *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP.
Mann. P (1991. a) : *L'Activité tactique des manifestants et des forces mobiles lors des crises viticoles du midi (1950-1990)*, dactyl., Rapport à l'IHESI.
Mann. P (1991. b) : *L'Action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, A. Colin.
Marin. L. (1983) : "Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession", *Sociologie du Sud-Est*, n°37-38, pp. 13-27.
Marshall. G & alii (1988) : "Political Quiescence Among the Unemployed in Modern Britain", in Rose. D, Newby. H & Vogler. C (dir) : Social Stratification and Economic Change, London, Hutchinson.
Martet. Ch (1993) : *Les Combattants du sida*, Paris, Flammarion.
Martin. D. C (1992) : "Le Choix d'identité", *Revue française de science politique*, vol 42 n°4, août, pp 582-593.
Martin. V (1993) : *Les Attitudes politiques des chômeurs*, mémoire de DEA en science politique de l'IEP de Paris, sous la direction de J. Charlot, Dactylographié.
Mathiot. P & Mouriaux. R (1992) : *Conflictualité en France depuis 1986. Le cas de Peugeot-Sochaux*, Cahiers du CEVIPOF, n°7, FNSP-CNRS.
Mayer. M (1991) : "Social Movement Research in the United States : A European Perspective", *International Journal of Politics, Culture and Society*, vol 4, n°4.
Mayer. N & Perrineau. P (1992) : *Les Comportements politiques*, Paris, Colin, coll. Cursus.
Mayer. N (1993) : "La Mobilisation anti Front National", rapport au colloque *L'Engagement politique, déclin ou mutation ?*, 4-6 mars, CEVIPOF, dactyl.
Melucci. A (1980) : "The New Social Movements : A Theoretical Approach", *Social Science Information*, 19, pp 199-226.
Melucci. A (1983) : "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", *Revue internationale d'action communautaire*, 10, pp 11-44.
Melucci. A (1985) : "The Symbolic Challenge of Contemporary Social Movements", *Social Research*, vol. 52 (4), pp. 789-816.
Melucci. A (1988) : "Getting Involved : Identity and Mobilization in Social Movements", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 329-348.

Melucci. A (1989) : *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Need in Contemporary Society*, Philadelphia, Temple University Press.
Mercier. A (1992) : "Les Médias comme espace scénique. Information sur le sida et émergence dans le champ politique", dans Favre. P (Dir) : *Sida et Politique. Les premiers affrontements, (1981-1987)*, Paris, L'Harmattan, pp 109-126.
Mercier. A (1993) : "Médias et violence dans la guerre du Golfe", dans Braud. Ph (dir) : *La Violence politique dans les démocraties occidentales*, Paris, L'Harmattan.
Merleau-Ponty. M (1964) : *L'Oeil et l'esprit*, Paris, Gallimard.
Milgram. S (1974) : *Soumission à l'autorité : un point de vue expérimental*, Paris, Calmann-Lévy.
Missika. J. L & Bregman. D (1986) : "La Sélection des controverses politiques" in Dupoirier. E & Grunberg. G (dir) : *La Drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, pp 97-116.
Molotch. H (1979) : "Media and Movements", pp 71-93 in Mac Carthy. J & Zald. M. N (dir) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Winthrop, pp 71-93.
Montlibert. Ch (de) (1989) : *Crise économique et conflits sociaux*, Paris, L'harmattan.
Mora. A (1987) : *Les Difficultés d'organisation des chômeurs comme indicateur d'une crise du syndicalisme*, Mémoire pour le DEA de science politique de l'IEP de Paris, sous la direction de G. Lavau.
Morris. A & Herring. C (1987) : "Theory and Research in Social Movements : A Critical Review, dans Long. S (dir) : *Annual Review of Political Science*, 2, pp 138-198.
Morris. A (1984) : *The Origins of the Civil Rights Movement : Black Communities Organizing for Change*, New York, Free Press.
Morris. A. D & McClurg Mueller. C (dir) (1992) : *Frontiers in Social Movements*, Yale University Press, New Haven and London.
Mottl. T. L (1980) : "The Analysis of Counter-Movements", *Social Problems*, 27, pp 620-635.
Neidhart. F & Rucht. D (1991) : "The Analysis of Social Movements: The State of the Art and Some Perspectives for Further Research", dans Rucht. D (dir) : *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, Frankfurt am Main, Boulder, Westview, pp 421-460.
Nelkin. D & Pollack. M (1981) : *The Atom Besieged : Extraparliamentary Dissent in France and Germany*, Cambridge, MA, MIT Press.
Noblecourt. M (1990) : *Les Syndicats en question*, Paris, Editions Ouvrières.

Noiriel. G (1991) : *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris, Calmann-Lévy.
Oberschall. A (1973) : *Social conflicts and social movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey.
Oberschall. A (1980) : "Loosely Coupled Collective Conflict : A Theory and an Application", in Kriesberg. L (dir) : *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Vol III, pp 45-68.
Oberschall. A (1993) : *Social Movements. Ideologies, Interests and Identities*, Transaction, NJ.
Oliver. P (1984) : "If You don't Do it, Nobody Else Will !, Active and Token Contributors to Local Collective Action", *American Sociological Review*, 49, pp 601-610.
Olson. M (1987) : *Logique de l'action collective*, Paris, PUF (édition originale en 1965, Cambridge Mass, Harvard University Press).
Opp. K. D (1986) : "Soft Incentives and Collective Action : Participation in the Anti-Nuclear Movement", dans *British Journal of Political Science*, 16, pp 87-112.
Opp. K. D (1988) : "Grievances and Participation in Social Movements", *American Sociological Review*, 53, pp 853-864.
Péchu. C (1990) : *La Grève des crèches parisiennes (31 mai-7 juillet 1989) : sociologie d'une mobilisation*, mémoire pour le DEA de science politique de l'IEP de Paris, P. Favre dir., dactylographié.
Percheron. A (1986) : "Les Absents de la cène électorale", in E. Dupoirier et G. Grungerg : *La Drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF.
Percheron. A (1991) : "La mémoire des générations : la guerre d'Algérie-Mai 68", in L'Etat de l'opinion-SOFRES, pp 39-58.
Piven. F. F & Cloward. R. A (1971) : *Regulating the Poor. The Functions of Public Welfare*, New York, Pantheon Books.
Piven. F. F & Cloward. R. A (1977) : *Poor People's Movement : Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage.
Pizzorno. A (1978) : "Political Exchange and Collective Identity in Industrial Conflict", in Crouch. C & Pizzorno. A (dir) : *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe Since 1968*, Vol II, London, MacMillan, pp 277-298.
Pizzorno. A (1986. a) : "Some Other Kinds of Otherness : A Critic of "Rational Choice" Theories", in Foxley. A, McPherson. M & O'Donnell. G (dir) : *Development, Democracy and the Art of Trespassing. Essays in Honor of A. Hirshmann*, Notre-Dame, Indiana, University of Notre-Dame Press.
Pizzorno. A (1986. b) : "Sur la rationalité du choix démocratique", in Birnbaum. P & Leca. J (dir) : *Sur L'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP.

Pizzorno. A (1990) : "Considérations sur la théorie des mouvements sociaux", *Politix*, n°9, pp 74-80.
Plummer. K (1988) : "Organizing AIDS" in Aggleton. P & Homans. H (dir) : *Social Aspects of AIDS*, London, Falmer Press, pp 20-51.
Przeworski. A (1986) : *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.
Rochon. Th. (1988) : *Mobilizing for Peace. The Antinuclear Movements in Western Europe*. Princeton : Princeton University Press.
Rochon. Th. (1990) : "The West European Peace Movement and the Theory of New Social Movements", in Dalton. R & Kuechler. M (dir): *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 105-121.
Rucht. D (1988) : "Themes, Logics and Arenas of Social Movements : A Structural Approach", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 305-328.
Rucht. D (1990) : "The Strategies and Action Repertoires of New Movements", in Dalton. R & Kuechler. M (dir) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, pp 156-178.
Rucht. D (dir) (1991) : *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, Frankfurt am Main, Boulder, Westview.
Sabato. L. J (1981) : *The Rise of Political Consultants*, New York, Basic Books.
Sainsaulieu. R (1988) : *L'Identité au travail*, Presses de la FNSP Paris, (3eme édition).
Salais. R, Reynaud-Cressent. B, Baverez. N (1986) : *L'Invention du chômage*, Paris, PUF.
Sartre. J. P (1960) : *Critique de la raison dialectique*, tome I : *Théorie des ensembles pratiques*, Paris, Gallimard.
Sassoon. J (1984) : "Ideology, Symbolic Action and Rituality in Social Movements : The Effects on Organizational Forms", *Social Science Information*, 23, 4/5, pp 861-873.
Schachtel. M & Rebours. A (1989) : *Ras la seringue*, Lamarre-Poinat, Paris.
Schelling. Th. C (1986) : *Stratégie du conflit*, Paris, PUF, (1° édition anglaise en 1960).
Schennink. B (1988) : "From Peace Week to Peace Work : Dynamics of the Peace Movement in the Netherlands", dans Klandrmans. B, Kriesi. H & Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action, Comparing Social Movement Participation across Cultures*, International Social Movement Research, vol 1, Greenwich, Conn. , JAI Press, pp 247-281.

Schlackman Research Organisation (1978) : *Public Attitudes Toward the Supplementary Benefit System*, Central Office of Information.
Schlesinger. P (1990) : "Rethinking the Sociology of Journalism : Source Strategies and the Limits of Media Centrism", in Ferguson. M (dir) : *Public Communication : the New Imperatives*, Londres, Sage. (Traduction française, *Réseaux*, n°51, 1992).
Schnapper. D (1981) : *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, coll Idées.
Schnapper. D (1982) : "Chômage et politique", in *Revue française de science politique*, vol. 32, n°3-4, Août-Octobre.
Scholzman. K. L & Verba. S (1977) : " Unemployment, Class Consciousness and Radical Politics : what didn't happen in the thirties", in *The Journal of Politics*, vol. 39.
Scholzman. K. L & Verba. S (1979) : *Injury to Insult : Unemployment, Class and Political Response*, Cambridge Mass, Harvard University Press.
Sénotier. D (1992) : "Cent ans d'évolution de la profession" dans Kergoat (dir) : *Les Infirmières et leur coordination 1988-1989*, Lamarre, Paris, pp 23-55.
Simeant. J (1993. a) : "Le Mouvement des déboutés du droit d'asile. Comment "faire du collectif" avec des clandestins", *in pré-actes du colloque du CEVIPOF "l'Engagement politique : déclin ou mutation"*, 4 & 5 mars, pp 1035-1061.
Simeant. J (1993. b) : "Violence d'un répertoire. Les sans papiers en grève de la faim", dans Braud. Ph (dir) : *La Violence politique dans les démocraties occidentales*, Paris, L'Harmattan.
Simon. A (1985) : "Human Nature in Politics. The Dialogue of Psychology with Political Science", *American Political Science Review*, 79 (2), pp 293-304.
Siwek-Pouydesseau. J (1991) : "Syndicats et grèves aux Finances", *La revue de l'IRES*, 5, pp.123-140.
Smelser. N (1962) : *Theory of Collective Behavior*, Londres, Routledge.
Snow. D & Benford. R (1988) : "Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (dir) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 197-218.
Snow. D, Rochford Jr. B, Worden. S. K, Benford. D (1986) : "Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation", *American Sociological Review*, 51, pp 464-481.
Snow. D. A, Zurcher. L. A, Ekland-Olson. S (1980) : "Social Networks and Social Movements : A Microstructural Approach to

Different Recruitement", *American Sociological Review*, 45 (5), pp 787-801.
Staggenborg. S (1989) : "Organizational and Environmental Influences on the Development of the Pro-Choice Movement", Social Forces, Sept, 68 (1), pp 204-240.
Tarrow. S (1989) : *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford and New York, Oxford University Press.
Tarrow. S (1990) : "The Phantom at the Opera : Political Parties and Social Movements of the 1960' and 1970' in Italy, in Dalton. R & Kuechler. M (dir) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 251-276.
Tarrow. S (1991) : "Understanding Political Change in Eastern Europe. Aiming at a Moving Target : Social Science and the Rebellious in Eastern Europe", *Political Science and Politics*, Vol XXIV, n°1, mars.
Théret. B (1991) : "Néo-libéralisme, inégalités sociales et politiques fiscales de droite et de gauche dans la France des années 1980. Identité et différences, pratiques et doctrines", *Revue française de science politique*, 41.
Thernborn. G (1986) : *Why Some People are More Unemployed than Others*, London, Verso.
Tilly. Ch (1978) : *From mobilization to revolution*, Addison-Wesley.
Tilly. Ch (1984) : "Les Origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne", *XXème siècle*, n° 4, octobre, pp. 89-104.
Tilly. Ch (1986), *La France conteste de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris.
Tilly. Ch, Tilly. L, Tilly. R (1975) : *The rebellious century. 1830-1930*, Cambridge, Harvard University Press.
Topalov. Ch (1987) : "Invention du chômage et politiques sociales au début du siècle", in "Chômages et chômeurs", *Les Temps modernes*, 11-12, pp 53-92.
Tripier. M (1987) : *L'Immigration dans la classe ouvrière en France*, Doctorat d'Etat en sociologie, Nantes, Université de Nantes, novembre.
Tuchman. G (1978) : *Making News : A Study in the Construction of Reality*, NY, The Free Press.
Turner. R (1969) : "The Public Perception of Protest", *American Sociological Review*, 34 (6), pp 815-831.
Turner. R (1978) : "Determinants of Social Movement Strategies." in: Shibutani. T (dir) : *Human Nature and Collective Behavior*, New Brunswick, Transaction Books.
Turner. R (1981) : "Collective Behavior and Resource Mobilization as Approaches to Social Movements : Issues and Continuities", in

Research in social movements, conflict and change, vol 4, Jai Press Inc., pp 1-24.
Turner. R. & Killian. L (1972) : *Collective Behavior*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, (1° édition en 1957).
Valocchi. S (1990) : "The Unemployed Workers Movement of the 1930'. A Reexamination of the Piven and Cloward Thesis", *Social Problems*, Vol 37, n°2.
Van Parijs. P (1987) : "A Revolution in Class Theory", *Politics and Society*, 15 (4), pp 453-482.
Von Zoonen. E (1992) : "The Women's Movement and the Media : Constructing a Public Identity", *European Journal of Communication*, vol.7, n°4, pp. 453-476.
Visier. L & Frybes. M (1990) : *Les Coordinations : de l'expérience des acteurs à la mobilisation, étude comparative à partir du cas des infirmières, IRES-CFDT* Paris.
Walsh. E. J (1989) : *Democracy in the Shadows : Citizen Mobilization in the Wake of the Accident at Three Mile Island*, New York, Greenwood.
Weil. S (1949) : *L'Enracinement*, Paris, édition de la NRF.
White. M. R & Mac Rae. S (1989) : *Young Adults and Long-Term Unemployment*, London, Policies Studies Institute.
Whiteley. P. F & Winyard. S. J (1987) : *Pressure for the Poor : The Poverty Lobby and Policy Making*, London, Methuen.
Williamson. J. B (1974) : "Beliefs About the Motivation of the Poor and Attitudes Toward Poverty Policy", *Social Problems*, vol 21, pp 634-648.
Wilson. J. Q (1961) : "The Strategy of Protest : Problems of Negro Civil Action", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 5, n°3, pp 291-303.
Wilson. J. Q (1973) : *Political Organizations*, New York, Basic Books.
Wilson. K. L & Orum. A. M (1976) : "Mobilizing People for Collective Political Action", *Journal of Political and Military Sociology*, vol.4, pp. 187-202.
Wuhl. S (1992) : *Les Exclus face à l'emploi*, Syros Alternatives économiques.
Zald. M & Denton. P (1987) : "From Evangelism to General Services: The Transformation of YMCA", pp 143-160, in Mac Carthy. J & Zald. M. N (dir) : *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books.
Zald. M. N & Ash. R (1966) : "Social Movement Organizations", *Social Forces*, 44, pp 327-341.
Zald. M. N & Mac Carthy. J. D (1980) : "Social Movement Industries", *Research in Social Movements, Conflict and Change*, 3, pp 1-20.

Zald. M. N (1992) : "Looking Backward to look Forward : Reflections on the Past and Future of the Resource Mobilization Research Programm", dans Morris. A. D & McClurg Mueller. C (dir) : *Frontiers in Social Movements*, Yale University Press, New Haven and London, pp 326-348.
Zald. M. N et Usem. B (1987) : "Movement and Counter Movement Interaction : Mobilization, Tactics, and State Involvement", pp 247-272, in Mac Carthy. J & Zald. M. N (dir) : *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books.
Zurcher. L. A & Snow. D (1981) : "Collective Behavior : Social Movements", in Rosenberg. M et Turner. R (dir) : *Social Psychology : Sociological Perspectives*, New York, Basic Books.

Index des personnages et des organisations cités

A

A2; 110; 145; 153; 235; 242; 243; 245; 250; 252; 253; 255
Abbé Pierre; 198; 201
accords de Schengen; 185; 186
ACT UP; 41; 45; 51; 56; 58; 62
ADAAC; 188
ADAAO; 188
AFLS.; 62
ALE; 174
anarcho-syndicalisme; 175; 180
ANFIIDE; 117
ANPE; 52; 132; 136; 137; 140; 148; 174
Appel des 75; 214; 217; 219; 220; 228; 230; 231; 244; 247; 253
Appel des trente; 215; 218; 219; 220
Armero; 248
ASSEDIC; 44; 52; 137; 140; 148; 167; 170; 171; 172; 174; 175; 176; 177; 179
ASSOS 75,; 117
ASTI; 193; 197
ATT; 196
Aubret. I; 162
Aubry. M; 171; 178; 179

B

Bagguley. P; 174
Balladur. E; 84
Balzac. H de; 67; 90
Barzach. M; 94; 96; 98
Benali Kalkan; 193
Bénévise. N; 110; 117
Benford. R; 43
Bérégovoy; 72; 75; 85
Berque. J; 215
Bianco. J. L; 201; 202; 204
Birnbaum. P; 30; 80
Boltanski. L; 189
Bourdieu. P; 70; 103; 128; 130; 165
Bourneau. F; 20; 39; 44; 52; 55; 61
Braud. Ph; 31
Bregman. D; 150
Bruhnes. B; 201; 202
Burman. P; 124

C

CAF; 167
Calvet. J; 85
Castoriadis. C; 215
CCSC; 145
CERC; 82
Cerny. Ph; 31
Césari. J; 216
CFDT; 71; 72; 77; 79; 80; 82; 94; 103; 106; 107; 109; 117; 152; 153; 187; 195; 197; 256
CFTC; 80; 82
CGC; 80; 82; 109
CGT; 72; 77; 79; 82; 106; 108; 118; 153; 159; 160; 161; 187; 246; 247
CGTU.; 124
Champagne. P; 235; 240
Charasse. M; 84; 85
Charton-Brassard. J; 97
Chazel. F; 31
Chevènement. J. P; 40; 64; 219
Cheysson. C; 215; 219
Chong. D; 166

CIMADE,; 186; 195
Clément. J. M; 97
CNI; 117
Cohen. J. L; 101
Cohn. R. M; 124
Comité infirmier français; 119
Comité turc-kurde; 188
Conférence épiscopale des migrations; 198
congrès de Rennes; 75
Coordination nationale infirmière; 116
Courteline; 90
CRC; 107; 108; 117; 118
Cresson. E; 111; 201
Croix rouge; 163; 164
Croucher. R; 124
Cucrowicz. H; 124
Curtis et Zurcher; 60

D

Dagenais. B; 233
Daniel. W; 127
De Nardo. J; 239
de Brie. C; 82
de Foucault. J. B; 171
Debray. R; 215
Debrest. P; 111
Dedecker. R; 185
Degrave. P; 136
Della Porta. D; 63
Demazière. D; 124
Dethyre. R; 159; 163
Dobry. M; 24; 31; 193; 194; 235
Du Roy. A; 255
du Haut Cilly. B; 97
Duhart. J; 97
Dulac. F; 54
Dupoirier. E; 214
Dupuy; 78
Durand. J. M; 19; 40; 41; 53; 59; 62; 63; 124
Durieux. B; 109; 112
Duyvendak. J. W; 31
Dyson; 124

E

EDF; 55; 140
Eisinger. P; 48
Emmaüs; 135
Engbersen. G; 124
Evin. C; 106; 108
Ewald. F; 87
Eyt. Mgr; 193; 198; 201

F

FASTI; 186; 194
Favre. P; 31; 51; 100; 222; 224
Fédération nationale des chômeurs; 154
Fédération nationale entraide protestante.; 161
Ferree et Miller; 43
Fillieule. O; 21; 31; 33; 232; 234
Fireman. B; 38
Fiterman. Ch; 215
Fiterman. Ch; 219
FO; 71; 72; 79; 80; 82; 88; 106; 153
Folsom. F; 124
Forum pour une paix juste et globale au Moyen-Orient,; 217; 219; 220
FR3; 93
France terre d'asile; 185
France-Soir; 178
Frybes; 98
Fryer & Ullah; 124

G

Gaillot. M; 162
Galland;. O 133
Gallo. M; 215; 219; 247; 253

Gamson. J; 41
Gamson. W; 31; 38; 47; 48; 54; 68; 81; 88; 155; 166; 169
Garraud. M. F; 253
Gerlach. L; 60
Germa. M; 161; 176
Gicquel. R; 162
GISTI; 186; 191
Gitlin. T; 87
Glasgow Media Group; 237
Globe; 178
Goffman. E; 38; 81
Grawitz. M; 30
Greenham Common (camp de); 57; 242
Grémy. J. P; 185
guerre du Golfe; 40; 53; 57; 63; 188; 199; 211; 212; 213; 217; 218; 219; 226; 229; 231; 241; 242; 253
Gusfield. J; 47
Guyon. Mgr; 145

H

Halimi. G; 215
Hassenteufel. P; 21; 41; 54; 55; 58
Hine. V; 60
Hirschman. A; 113
Hobbes. T; 102; 228
Hobsbawm. E; 125
Hussein. Saddam; 216; 254

I

Imbert. C; 99
INSEE; 77
Irak; 211; 214; 216; 221; 223
Israël; 253

J

Jacquard. A; 162; 176
Jahoda. M; 124
Jamet. D; 215
Jaurès. J; 244
Jazouli. A; 181
JCR; 217
Jean-Pierre (Juge); 93
Jenkins et Perrow; 48; 49; 54; 61
Joatton. Mgr; 198
Jobert. M; 215
JOC; 217
JOCF; 161
Junankar. P; 124

K

Kanter. R; 241
Kergoat. D; 99; 104
Kielbowicz. R; 238
Kingsford. P; 124
Kitschelt. H; 33; 34; 48; 51; 146
Klandermans. B; 31; 32; 33; 42
Knibiehler. Y; 96
Komarowsky. M; 124
Kouchner. B; 115; 116; 200
Koweït; 211; 216; 221; 223; 230; 231
Krasuki. H; 254

L

L'Evénement du Jeudi,; 178
l'Humanité; 163; 177; 178; 216
La Cinq; 235; 253; 254
La Paix maintenant,; 219; 220; 255
Lagroye. J; 30
Langlois. D; 230
Lapeyronnie. D; 31; 181
Lauer. R; 130
LCR; 107; 117; 217
Le Monde; 137; 178; 187
Le Parisien,; 178

Le Pors. A; 219
Leca. J; 30
Lecerf. E; 123; 142
Lefort. V; 161
Les Nouvelles du Val-de-Marne,; 178
Liem. R; 165
Ligue des droits de l'homme,; 195; 197
Linhart. V; 158
Lipiansky. E; 103
Lipsky. M; 54; 179; 195; 236
Louis. M. V; 133

M

Mac Adam. D; 31; 32; 37; 42; 47; 51; 59; 61; 136; 225
Mac Carthy. J. D; 33; 61; 161; 162
Mac Rae. S; 124
Maire. E; 152; 153
Maison du protestantisme français,; 135
Mann. P; 31; 68; 234; 237
Marchais. G; 161; 247
Marchand. Ph; 145; 201
Marin. L; 241; 243
Marle. G; 145
Martin. V; 20; 39; 44; 52; 55; 61; 103
Masure. B; 243; 246
Mathiot. P; 82
Mayer. N; 31; 62
Melucci. A; 39; 60; 101; 105; 212; 229
Memmi. D; 30
Mercier. A; 25; 57; 234
Merleau-Ponty. M; 16; 25
Météorologie nationale; 82
Milgram. S; 24
Missika. J. L; 150
Mitterrand. F; 59; 111; 223
MJC; 161
Molotch. H; 237; 238; 242
Montlibert. Ch de; 81
Mora. A; 152
Morin. E; 162
Morris. A; 61
Mouriaux. R; 82
Mouvement de la paix; 217
Mouvement des citoyens; 40; 64
Mouvement national des chômeurs; 154
Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté; 217
Mouvement pour une alternative non violente; 217
MPPT; 197
MRAP; 186; 197

N

Neidhart et Rucht; 29; 49; 147
Nelkin et Pollack; 51
Noblecourt. M; 68
Nouvel Observateur; 130

O

Oberschall. A; 31; 101; 191; 217
Ockrent. Ch; 110
Oegema. D 31
OFPRA; 53; 182; 185; 186; 187; 188; 189; 190; 196; 200; 205
Olson. M; 23; 164; 165; 166
ONU; 221; 222; 242; 254
Opp. K. D; 31

P

Pagat. M; 135; 137; 139; 143; 144; 145; 151; 152; 153; 171
Pandraud. R; 198

Partage; 58; 137; 138; 141; 143; 144
Parti communiste; 55; 158; 159; 160; 161; 162; 163; 172; 175; 180; 197; 216; 217; 218; 219; 220; 222; 247; 253
Parti socialiste; 75; 89; 135; 197; 219; 247; 250
Pastorale des migrants; 193; 195; 198
PCI,; 217
Péchu. C; 31; 33; 82; 232; 234
père Aristide; 191
Perrault. G; 162; 250
Perrineau. P; 31
Peugeot; 68; 82; 85; 91
Pionniers de France.; 161
Piven et Cloward; 37; 47; ; 48; 125126; 140; 171
Pizzorno. A; 41; 101; 212; 225
Plateau. Mgr; 145
Polac. C; 23; 40; 54; 58
Politis; 216
Pradel. J; 162
Président de la République; 49; 197; 222

Q

Quilès. P; 206

R

Radio Beur; 178
Radio Libertaire; 178
Réseau d'information et de solidarité; 186
Réseau intercommunautaire d'aide aux demandeurs d'asile; 186; 187; 188; 191; 196; 201; 202; 203; 205
RMI; 143; 150
Robespierre; 86
Rocard. M; 58; 82; 111; 187; 188; 201
Rochon. Th; 31; 57; 242
RPR; 84
Rucht. D; 147
Rytina; 38

S

Saint-Cricq. N; 255
Saint-Just; 86
Salais. R; 131
Sangla. R; 162
Sartre. J. P; 129
Sauvé; 187
Schennink; 42
Scherer. C; 238
Schlesinger. P; 237
Schnapper. D; 124; 128; 129; 169
Schwartzenberg. Pr; 110
Secours Populaire; 163; 164
Sénotier. D; 97
SIAN (syndicat infirmier autonome national); 117
SID; 58
sida; 41; 45; 54; 93
Simeant; 17; 53; 61; 62
SIVP; 132
Siwek-Pouydesseau; 68; 77
Smelser. N; 32; 37; 170
SMIC; 152
SNCF; 82
SNECMA; 82
Snow. D; 43; 45; 85; 141
SNPM; 198
SNST-Trésor; 72
SNUI; 71; 72; 73; 79; 82; 88
SOS Racisme,; 197; 217; 219; 220; 253
Stilgoe. E; 127

T

Tarrow. S; 48; 63
Téléthon; 238
TF1; 111; 178; 179; 235; 240; 244; 246; 247; 249; 250; 252; 256
Théret. B; 83
Thernborn. G; 127
Thibault. F; 162
Thœnig. J. C; 78
Tilly. Ch; 34; 47
Topalov. Ch; 131
traité de Maastrich; 63
Tripier. M; 190
TUC; 132
Turner. R; 37; 168; 240

U

UIF; 119; 117
UNASSIIF; 94; 117
UNEDIC; 148; 177; 178
UNEF; 217
Union infirmière de France; 117
UPF; 111
Useem; 59

V

Vallès. J; 142
Vergely. M; 154
Verts (les); 197
Vidal-Naquet. P; 215
Visier. L; 98
Von Zoonen. E; 238

W

Walsh. E; 31; 51
Weil. S; 131
White. M; 124
Whiteley. P; 147
Wilson et Orum; 241
Wilson. J. Q; 54
Wineyard. S; 147
Wuhl. S; 127; 131

Z

Zald. M. N; 33; 59; 61; 161; 162
Zediri-Corniou. M; 159

Achevé d'imprimer par Corlet Numérique - 14110 Condé-sur-Noireau
N° d'Imprimeur : 3486 - Dépôt légal : août 2000 - Imprimé sur DemandStream
Imprimé en UE

A l'heure où le thème de la désaffection des citoyens pour le politique est si prégnant, ce livre rappelle utilement que la France de ces dix dernières années a connu d'importants mouvements sociaux qui ont vu des milliers de citoyens descendre dans la rue pour manifester leur colère et exprimer leurs revendications.

Pour mieux comprendre ce phénomène majeur de notre société, voici réunies pour la première fois une série d'études de cas qui toutes portent sur des mouvements récents : le mouvement des Finances en 1989, les coordinations infirmières, les mouvements de chômeurs et celui des déboutés du droit d'asile ; la guerre du Golfe enfin, avec la mobilisation pacifiste et l'analyse de ses difficiles rapports avec la télévision.

Chaque essai plaide ici pour une théorie compréhensive des mouvements sociaux, perspective qu'explicite l'introduction de l'ouvrage : tout à la fois, l'individu construit activement et est fortement contraint par un univers de significations sociales dont la détermination résulte notamment de son identité raciale, sexuelle, de classe et de nationalité.

Ce livre rassemble les résultats obtenus par de jeunes chercheurs dont la plupart poursuivent actuellement une thèse de science politique. Après avoir été allocataire de recherche à l'IEP de Paris, Olivier Fillieule est chargé d'enseignement à l'université Jean Monnet de Saint-Étienne. Il a publié avec Cécile Péchu Lutter ensemble *(L'Harmattan, 1993), ouvrage consacré aux aspects théoriques de la mobilisation.*

9 782738 423269

ISBN : 2-7384-2326-4